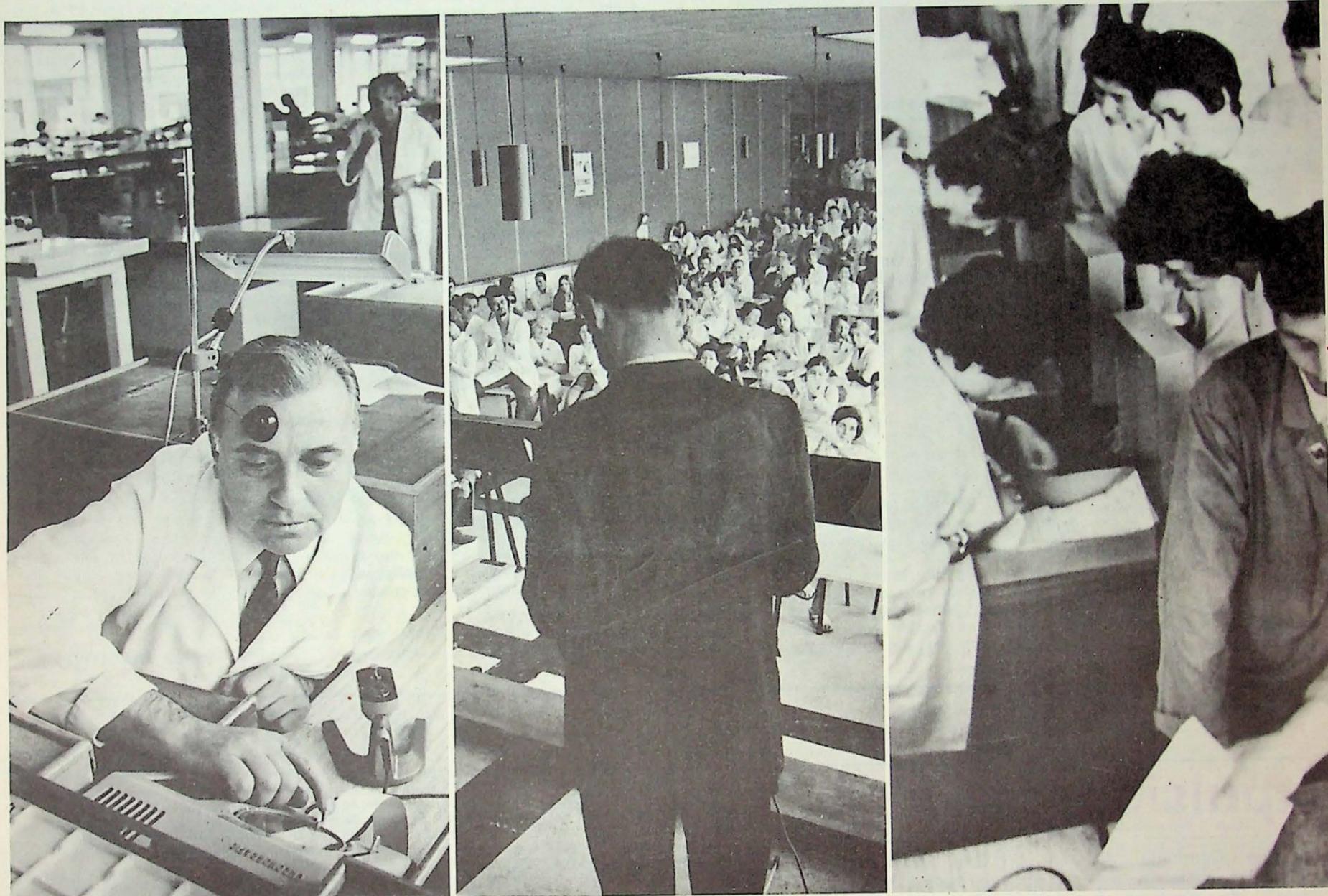


tribune socialiste



MERCI aux travailleurs de Lip

La France rêve à Lip.
Parce que la lutte engagée à Besançon
a brisé mille tabous.
Le contrôle sur l'outil de production
peut devenir une arme redoutable

entre les mains des travailleurs.
Leur combat a ouvert
la voie : il faut les soutenir, les défendre.

Merci aux travailleurs de Lip.



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : J.-P. Ber-
nard - Irène Charamande - Robert Cha-
puis - Françoise Claire - Bernard Jaum-
mont - Jean Mendelson - Thierry Mo-
rus - Alain Rannou - Bernard Ravenel -
Michel Rocard.

Photos : A.F.P. (1, 4, 6, 7, 8, 9) - GAMMA
(Gilles Caron) (12) - P. Lebrun (4, 6) -
VIVA (1) (H. Gloaguen) - M. Delluc
(9) - C. Raimond Dityvon (1, 6, 9, 11) -
D.R. (11).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Redaction : 566-45-64
Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 ex.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

FORMATION

Le stage du secteur école axé sur l'enseignement secondaire et supérieur aura lieu du 4 au 11 septembre à Lans-lebourg (en Savoie) dans le parc de la Vanoise.

Ce stage est ouvert à tous les lycéens, enseignants, étudiants, membres du Parti ou proches sympathisants.

S'inscrire d'urgence : P.S.U. (Secteur école), 9, rue Borromée, 75015 Paris.

■ Mi-vacances, pour beaucoup d'entre vous, d'entre nous. Et ce TS charnière entre une année morte, bien remplie et une autre à venir dont on sait d'avance qu'elle sera chaude, dure, amère et exaltante, parfois. Bon courage, bonne année militante. Le vrai jour de l'an devrait se situer quelque part dans la moiteur d'août.

■ L'amertume, c'est la découverte, en feuilletant un journal de deux jours, qu'un camarade est mort. Salut, Mallet. On ne verra plus ta barbe de prophète et tes petits yeux qui se plissent et pétillent quand tu racontes tes interminables histoires. Il en est des qui ont dû soupirer de soulagement, du côté de la Défense, espèce d'emmerdeur ! On essaiera de continuer à les emmerder, c'est promis. Rocard et Chapuis disent, l'un et l'autre, ce que tu as représenté pour notre parti, la place que tu as prise dans notre combat (p. 4). Et nous savons tous que l'émotion et l'amertume ont été ressenties au-delà des frontières du PSU.

■ Salut, les LIP ! Il n'y a pas, heureusement, que les mauvaises nouvelles. Vous êtes rentrés de vos courtes vacances avec la même résolution tranquille, la même assurance inflexible de ceux qui savent qu'ils mènent un juste combat. Votre tranquillité dans l'action est un sacré réconfort pour tous les humiliés de cette socié-

té du fric-roi. Et qu'il est plaisant d'assister, en contraste, à l'énerverment croissant, à l'impuissance rageuse de ceux d'en face, les bedonnants des chambres de commerce et leurs grands commis du CNPF ou des palais ministériels. Alain Rannou explique en détail (p. 6-7) la façon dont les tenants de l'ordre bourgeois s'efforcent de récupérer la situation et de créer le climat psychologique propre à une reprise en mains que l'on prépare, elle, chez Marcellin.

Tous nos « grands confrères » hebdomadaires ont d'ailleurs fait, ce lundi, le pari de l'intervention policière imminente : c'est savamment fait, la « une » d'un grand hebdo. Il ne faut pas risquer de se gourrer, mais en même temps « couvrir » un événement qui a de fortes probabilités de se produire dans les jours qui suivent la confection du journal. Un savant dosage d'audace et de prudence.

C'est l'Express qui se mouille le moins « Lip : l'Affaire ». Valable, de toutes façons. L'Observateur va plus loin : « Lip, Pourquoi la « Justice » frappe en août ». Mais Le Point, lui, fait carrément un choix, qui est presque une invite : une montre Lip, cadran cassé. Titre : « La fin d'un rêve ».

Jusqu'à ce lundi, 18 h, ils se sont tous trompés. Ils auront peut-être raison demain. Il appartient à tous les travailleurs de ce pays, à leurs organisations politiques, syndicales, qu'ils ne puissent pas avoir raison, que la solidarité agissante de tous empêchent l'intervention policière, fassent reculer le pouvoir.

Notre « une » à nous, en tout cas, se veut tout à la fois mobilisatrice,

optimiste et... ironique, les murs de Paris vous diront pourquoi.

■ Parce qu'ils en sont là ! A faire de la publicité à leur police ! A mobiliser les grandes causes nationales au profit des petits bâtons blancs ! Brave Marcellin, crème d'homme. Après le pas de clerc de la dissolution de la Ligue, la baffe de la libération de Krivine : été pourri ! Thierry Morus fait un rapide bilan de ce mois de juillet, marqué des hautes d'humeur de notre président cyclothymique et des déclarations fracassantes du plus comique amiral de l'histoire de la marine française (p. 5). Bernard Jaumont et Jacques Gallus font eux, le point d'une situation internationale qui reste dominée par les incertitudes monétaires et l'exaspération croissante des contradictions du système capitaliste (p. 10).

Nous nous entretenons enfin cette semaine avec un invité, Alain Bombard. Les propos de cet homme, parce qu'il est à la fois un scientifique et un passionné, sont forts et percutants (p. 12). Un peu partout, des militants du PSU sont engagés dans la lutte écologique. Nous savons bien que ce n'est pas un combat mineur.

■ J'espère que, dans votre coin, c'est pas encore trop pollué. Profitez-en bien, respirez un grand coup. On vous retrouve le mercredi 5 septembre.

Bernard LANGLOIS ■

très vite de partout

expulsions

Maurice Courbage, de nationalité syrienne, assistant de physique à l'Unité d'Enseignement et de Recherches de Luminy (Marseille), chercheur

au C.N.R.S., travaillait en France depuis 1964 ; le vendredi 27 juillet, il a été enlevé par les services de police et expulsé vers la Syrie.

A U mois de janvier dernier, il avait reçu une notification d'expulsion « pour son appartenance au comité de soutien au peuple palestinien et sa participation à des manifestations publiques » ; pourtant on lui avait renouvelé son permis de séjour à deux reprises pour trois mois, en attendant que statue la commission de recours devant laquelle il avait fait appel. Et puis, voici ce qui s'est passé, selon le récit de sa femme : « Jeudi 26, à 11 h 45, Maurice, à l'intérieur du C.N.R.S., se dirigeait d'un bâtiment à l'autre lorsqu'il fut attaqué par deux hommes en civil qui n'ont pas décliné leur identité mais ont tiré un revolver (un coup de feu a été vraisemblablement tiré) et, malgré

les efforts de Maurice pour se dégager, l'ont entraîné dans les locaux de l'Evêché, accompagnés de deux motards (les lunettes de mon époux ont été retrouvées peu après sur la pelouse près de la conciergerie). Selon différents témoins, il s'agissait ni plus ni moins d'un enlèvement. »

Pendant la journée entière, ni sa femme, ni son avocat Maître Jean Dissler d'Aix-en-Provence, n'ont pu le voir. Ce n'est qu'en fin de journée que sa femme a pu lui parler une demi-heure : son mari s'est vu refusé tout contact avec l'ambassade, avec son avocat, on lui a interdit de voir son fils, d'emporter ses papiers. Le lendemain matin, à l'heure du laitier, il était embar-

qué pour Orly à destination de la Syrie. Aux réclamations indignées de sa femme, M. Morel, chef de cabinet du préfet de police, a justifié ces méthodes marcellinesques en disant qu'il avait voulu éviter des manifestations de solidarité à l'égard de Maurice Courbage.

Et c'est ainsi que Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, devint l'inventeur de l'émigration sauvage...

REPRESSION : Gérard A., maître d'internat au C.E.T. des Arènes à Mont-de-Marsan (Landes), aurait continué à être bien noté de son chef d'établissement sans les manifestations lycéennes de mars et avril dernier. Sa note administrative pour 72-73 passe de 19,5 à 17 sur 20 (ce qui équivaut à une baisse importante) et son dossier porte cette appréciation du chef d'établissement : « Professionnellement, M. A. donne toute satisfaction mais en tant que chef d'établissement, je pense que ses fonctions politiques sont incompatibles avec ses fonctions de maître d'internat de C.E.T. »

Il fait appel auprès du recteur de l'académie de Bordeaux ; pour

une faute professionnelle mineure, il est traduit devant le conseil de discipline, le 5 juillet dernier, et révoqué. C'est la sanction la plus lourde qui puisse être prise dans l'Education nationale. Pour délit d'opinion. Ouvertement. Au pays des droits de l'homme et de la liberté. Fontanet à Athènes ! ■

■ EXPULSIONS : Les expulsions de travailleurs immigrés se multiplient. L'une des dernières en date, fort significative, est celle de Mohamed Najeh (Salim), animateur du comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés. Mohamed Najeh travaille en France depuis 7 ans et habite Barbès ; il a été très actif pour soutenir les grévistes de la faim de Ménéilmontant revendiquant leur carte de travail. Pour Marcellin, cela s'appelle manquement à la « neutralité politique ». Protestant contre cette expulsion, la commission exécutive de la C.F.D.T. affirme dans un communiqué : « Pour le gouvernement et le patronat, il apparaît que le travailleur immigré n'a plus que le droit de travailler, d'accepter d'être exploité et de se taire. »

La fédération de la région parisienne du P.S.U. vient d'éditer un tract en français et en arabe sur les nouvelles dispositions de la circulaire Fontanet, ainsi que trois affiches en français, espagnol et arabe. Une permanence est ouverte à la fédération les lundis et mercredis de 18 h 30 à 21 h et le samedi matin pour renseigner les travailleurs immigrés sur les modalités leur permettant, d'ici le 30 septembre, de régulariser leur situation.]



ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)
Adresse complète : Rue
Ville

Je désire souscrire un abonnement de :
1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :
1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU PSU ».

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS — CCP Paris 5526-65

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :
Nom :
Prénom :
Adresse :

Profession :
Lieu de travail (1) :

Tél. :
BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMÉE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

la meilleure défense

Régulièrement, tous les deux ou trois mois, le mouvement spéculatif, tantôt sur le mark, tantôt sur le franc voire même sur le yen, sème la panique sur le front monétaire. Selon le scénario désormais classique, les ministres des Vingt se réunissent, constatent l'opposition des thèses française et américaine ; l'Europe se présente en ordre dispersé, les Allemands restent fidèles à l'alliance américaine. Puis le bloc européen se ressoude le temps d'un compromis plus ou moins bâtarde avec les Etats-Unis. Jusqu'à la prochaine alerte.

en ordre dispersé

Ce qui est en jeu ? Il est clair que ce n'est ni la parité-or du dollar ni la transformation des Droits de Tirage Spéciaux sur le Fonds Monétaire international en monnaie de réserve. Ce qui est en jeu, c'est la domination économique du monde. Ce n'est pourtant pas que la crise finale du capitalisme soit entamée, mais on est en train de passer d'un capitalisme national, axé sur ses marchés intérieurs et ses solidarités économiques internes à une nouvelle forme, dominée, par les firmes multinationales comme Ford, IBM, Philips, Shell ou Péchiney, dont les intérêts et le profit ne se confondent pas avec ceux des capitalismes nationaux au pouvoir dans chaque pays.

La croissance des firmes multinationales bouleverse les structures économiques, financières, monétaires, politiques traditionnelles et dans chaque pays, le patronat est touché autant que ceux qui expriment ses intérêts : il n'est donc pas étonnant de voir en France, avec les attaques de l'UDR contre Giscard d'Estaing, les hommes de la majorité réagir en ordre dispersé.

Dans cette situation de concurrence de plus en plus acharnée, le gouvernement français, pas plus que les autres, ne sait où il va. Et quand Pompidou qualifiait « d'inimaginable » la pénurie de soja qui affecte aujourd'hui l'élevage français dans ses rivalités internes au Marché commun, on ne sait pas très bien s'il vise la prévoyance de ses ministres ou le pourrissement des relations économique-politiques entre les pays du « monde libre ».

Il sait toutefois que les intérêts capitalistes nationaux qu'il représente, n'ont de chance de faire face aux firmes multinationales d'origine américaine ou allemande que d'une part s'il peut prendre la tête du bloc européen et d'autre part s'il assure un équilibre diplomatique dans ses rapports avec l'Est. D'où le ballet moscovite de MM. Jobert et

Edgar Faure après la tournée de Messmer en Hongrie et en Bulgarie.

Telle est la logique infernale de ce qu'on appelle l'expansion : comme le coureur cycliste qui, en difficultés, doit appuyer de plus en plus fort sur les pédales pour rester en équilibre. On ne sait pas très bien où l'on va, mais on y va à belle allure.

Sur le plan intérieur, cela doit s'accompagner de restructurations industrielles également susceptibles de permettre aux entreprises françaises de faire face. Restructuration pour adapter la production à cet engrenage de l'expansion : ce qui signifie une production massive (fabriquée à la chaîne) de qualité médiocre pour accélérer son obsolescence. Cela implique des modifications dans l'organisation du travail et l'utilisation de plus en plus grande de la main-d'œuvre à des tâches déqualifiées. D'où les projets de Royer pour un apprentissage précoce venant battre en brèche la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, d'où également les réorganisations de l'Université après la mise en place des D.E.U.G.

Ceci s'accompagne de la désertification accélérée de régions entières, (l'Occitanie, le Quercy, le Limousin...) condamnées à n'être plus que les vastes « résidences secondaires » du reste de la France. A usage de week-ends ou de vacances.

l'exemple de Lip

Ces mutations économiques rapides supposent - cela va de soi - la paix sociale. Premier moyen : la force, bien sûr. Marcellin n'a pas chômé depuis juin 1968 qu'il règne place Beauvau et les crédits ne lui ont guère été comptés ; et comme ils ont été investis dans tout autre chose que la répression du « banditisme », les maires des grandes villes s'insurgent quand on prétend doubler la redevance qu'ils doivent acquitter.

Marcellin est sans doute un dangereux maniaque de l'ordre mais qu'importe ! Dans le contexte français et international, cet ordre doit être maintenu. Quel que soit le prétexte, fût-ce le complot-venu-de-l'étranger...

Seulement voilà, cette paix sociale est justement rien moins qu'assurée. Imaginez une firme multinationale d'origine suisse par exemple qui cherche à restructurer la société française qu'elle contrôle, à cause, précisément, de cette concurrence internationale. Cette restructuration implique des licenciements, une déqualification de l'emploi, une déqualification du produit aussi ; les hommes sont touchés, et la région avec : c'est l'exemple de Lip. Et si la paix sociale est

rien moins qu'assurée c'est parce que c'est pour leur survie (« La prise des montres est la garantie de notre salaire de survie » ont-ils déclaré) que les travailleurs de Lip se battent.

S'il n'est pas question d'autogestion à Besançon, ce n'est pas seulement parce qu'elle est impossible dans un environnement économique capitaliste ; c'est aussi parce que les « Lip » ne revendiquent nullement le pouvoir. Mais - et c'est là toute la portée incalculable de leur geste - ils ont eu conscience qu'ils assureraient leur survie en prenant le contrôle de leur entreprise, de l'outil de production, de la propriété. Et cette lutte, strictement économique dans ses objectifs, (« Pas de licenciements, pas de démantèlement ») est devenue fondamentalement politique dans ses moyens, qui attaquent le capital au cœur même de sa structure.

la défense offensive

Et c'est parce que cette attaque frontale a été celle du contrôle, qu'ils ont été beaucoup plus loin dans leur remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, brisant mille tabous au passage - la capacité ouvrière de gestion, la première paie ouvrière, l'organisation collective de la production, etc...

Peut-être sera-t-on amené dans les mois à venir à distinguer entre les travailleurs qui peuvent commercialiser les fruits de leur travail et ceux qui ne le peuvent pas ; mais partout et à Noguères entre autres, les travailleurs ont montré l'importance du contrôle sur l'outil de travail.

Dans les semaines, les mois à venir, les travailleurs vont devoir se défendre sur le terrain économique face aux attaques patronales dans la conjoncture internationale : ils sont menacés dans leur niveau de vie (l'indice de juin, correspond à une hausse réelle annuelle de 17% portant pour l'essentiel sur l'alimentation) et peut-être dans leur emploi. Ils ont appris des travailleurs de Lip que la meilleure défense, c'est l'attaque ; plus que jamais, le contrôle ouvrier reste la réponse offensive des travailleurs.

En même temps, face à une classe dirigeante, certes capable de répondre tactiquement aux nécessités de la défense immédiate de ses intérêts, mais incapable d'orienter de façon stratégique la machine dont elle tire son profit, ce contrôle des travailleurs sur l'appareil de production porte en lui, par-delà la riposte immédiate, l'exigence de cette société libre et responsable que nous appelons socialiste et autogestionnaire.

Aujourd'hui, cette flamme brûle à Besançon.

Jean LE GARREC



orageuses entre le P.S.U. et la S.F.I.O., non seulement à Puteaux mais sur le plan national. Mais je ne crois pas que ce soit le moment de lancer une polémique sur nos torts respectifs car j'admets volontiers que les torts furent partagés.

Par contre, ce que je n'admets pas, c'est que la section de Courbevoie me place sur le même plan que les canailles qui, chassant des milliers de travailleurs, ont entrepris de réaliser la plus gigantesque spéculation immobilière du régime.

Je ne l'admets pas car, au-delà du règlement de compte mesquin, la section de Courbevoie fait preuve, en l'occurrence, d'une mauvaise foi ou d'une ignorance des problèmes scandaleux.

A la Défense, il n'y a qu'à Puteaux — la section de Courbevoie peut le vérifier en traversant la rue — que de véritables programmes de relogement sociaux furent entrepris. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le pouvoir donna au duo Peretti-Ceccaldi tous les moyens pour m'éliminer. Je rappelle seulement deux chiffres : en 1969, lorsque je fus éliminé, il y avait plus de 2.000 logements sociaux

Je vous demande de vous référer à mes interventions au Conseil général depuis 1956 et vous pourrez constater qu'au-delà des logements sociaux, c'est l'ensemble du projet social, à l'origine, de l'Aménagement de la Défense que j'ai toujours défendu. Et je mets quiconque au défi d'apporter un seul élément prouvant le contraire.

Je tiens également à rappeler que c'est parce que je fus partisan d'une candidature d'union P.S.-P.S.U. à Puteaux, candidature représentée par Serge Mallet, que je connus dans mon propre parti des difficultés qui devaient conduire à mon exclusion.

Pour ces raisons, je me permets de dénoncer comme scandaleuses les assertions mensongères de la section de Courbevoie du P.S.U. sur la partie Puteaux de la Défense contre moins de 300 pour la partie Courbevoie.

Je tiens d'ailleurs à souligner que je suis prêt à les rencontrer où et quand ils voudront pour rétablir la vérité. Démarche que dictait, à mon avis, la plus élémentaire honnêteté, avant de porter de si graves accusations contre un homme qui, pen-

dant 38 ans, s'est battu pour que triomphe le socialisme.

Georges DARDEL,
Sénateur
des Hauts-de-Seine.

[N.D.L.R. : Si l'honorable parlementaire avait lu plus attentivement l'article de la section de Courbevoie, à propos du procès du secrétaire de la section PSU, Guy Philips, il aurait vu que nos camarades ne « le plaçaient pas sur le même plan que les canailles » mais lui reprochaient « des pratiques bureaucratiques », « un urbanisme secret sans aucune consultation ni même information de la population ». Et il ne nous semble pas que ni la lettre, ni la pratique du sénateur Dardel quand il était maire de Puteaux, viennent apporter quoi que ce soit pour infirmer ces reproches.]

sur le même plan ?

C'est avec stupeur que je me suis vu mis en cause dans votre numéro 584 par votre section de Courbevoie.

Je suis le premier à convenir que les relations ont souvent été

SERGE MALLET

Serge Mallet est mort, tué au volant le 17 juillet. C'est un des fondateurs - et parmi les plus importants de notre Parti - qui disparaît. Mais il était en outre un des rares à l'avoir inlassablement défendu et à en avoir soutenu tous les combats tout au long de sa vie militante.

J'avais pour ma part fait la connaissance de Serge longtemps avant la fusion des trois organisations qui donnèrent naissance au PSU. Il appartenait à cette petite équipe d'hommes qui, quelle que soit leur organisation d'origine - la sienne était le Parti Communiste - cherchaient tenacement les moyens d'un dialogue ou les rencontres politiques qui permettraient de surmonter les contradictions graves qui avaient mené la gauche française dans la situation quasi désespérée où elle était en 57 et 58.

Truculent, jovial, aimant la vie, toujours plein de bonnes histoires, il avait en même temps une immense curiosité politique, portant son regard sur le monde entier comme sur la France.

Son information était d'une étonnante ampleur.

Il était dans toute la meilleure acception du terme un intellectuel du mouvement ouvrier. Il avait d'ailleurs à la fin de sa vie écourcée, réussi cette performance d'intégrer l'Université ; mais ce docteur n'avait rien pour faire un mandarin.

Tous les militants qui, à un titre ou à un autre ont participé aux responsabilités de direction du PSU, ont accumulé les souvenirs de ces fins de réunions, de ces veillées de stage, de ces dîners frugaux d'après meetings où Mallet en verse commentait à « pérorer » pour la plus grande joie de l'auditoire, en même temps le plus souvent que pour l'amélioration de sa formation politique. Car son sens aigu de l'observation le tenait toujours en éveil, toujours prêt à noter le signe politique, économique ou social annonciateur d'évolutions nouvelles qu'il savait mieux que tout autre relier à une analyse théorique générale du mouvement socialiste.

Serge était un marxiste admirablement cultivé et en même temps un des hommes les plus libres par rapport au marxisme qu'il m'a été donné de rencontrer. Son tempérament fougueux l'avait amené successivement à porter sa réflexion sur les catégories professionnelles nouvelles du monde industriel, sur la paysannerie, sur l'infrastructure économique du gaullisme ou plus récemment sur le problème des minorités nationales.

Membre à peu près constamment du Comité Politique National, puis de la Direction Politique Nationale du parti depuis sa fusion, il avait le secret des interventions rafraîchissantes parce qu'inattendues, amenant toujours des arguments nouveaux, des informations non relevées par d'autres, des angles de vues qui lui étaient propres.

En raison même de l'originalité de son tempérament et de sa réflexion, Serge était toujours resté extérieur à tous les courants de pensée constitués du parti entre lesquels il était plutôt un organisateur permanent de court-circuits ; c'est peut-être le plus grand service qu'il ait rendu au parti.

Serge nous est enlevé à un moment où il occupait encore une situation de ce type, qui l'appelait sûrement à jouer un rôle très important dans notre action, car en dépit de certains commentaires récents, Serge restait fort attaché au PSU et l'avait encore tout récemment montré.

Sa joie de vivre va nous manquer, mais plus gravement la disparition de Serge c'est d'abord un affaiblissement de la capacité d'investigation et de recherche théorique du PSU. C'aura été la dignité de toute sa vie que de garder constamment cette capacité de ne pas s'encroûter dans une vision théorique fermée et d'inclure à chaque instant dans le champ théorique du combat socialiste tout événement, toute bataille, tout conflit faisant apparaître un problème nouveau. Au-delà des regrets de ceux qui le connaissaient bien, il nous reste à savoir si nous sommes collectivement capables de le remplacer dans cette fonction qu'il remplissait éminemment ; rien n'est moins sûr, hélas.

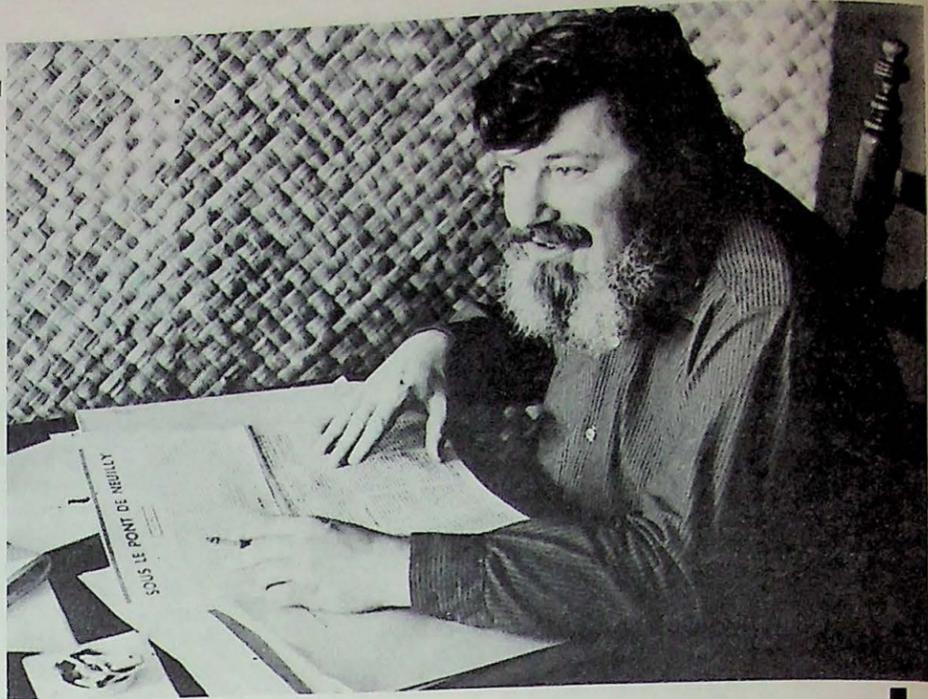
Nous sommes nombreux qui lui devons beaucoup et qui aujourd'hui se sentent très tristes.

Michel ROCARD

SERGE MALLET A NOTAMMENT PUBLIÉ :

Les Paysans contre le passé, 1962, Editions du Seuil.
Le Gaullisme et la Gauche, 1966, Editions du Seuil.
La Nouvelle Classe Ouvrière, 1970 (rééd.), Editions du Seuil.
Le Pouvoir Ouvrier, 1971, Editions Anthropos.
Il laisse également de nombreux articles et des travaux inédits qui feront l'objet d'une publication en recueil, ultérieurement.

Serge Mallet avait la rare vertu d'être un homme du peuple en même temps qu'un intellectuel. Du peuple, il tenait sa chaleur humaine, son exubérance, ce goût du plaisir qui donne l'image



d'un monde nouveau où il ferait bon vivre. De l'intellectuel, il avait le regard, la capacité d'analyse, le goût du débat. Cette dualité avait fait de sa soutenance de thèse un moment assez extraordinaire. C'était à Nanterre, encore tout imprégné du mouvement de Mai 68 : devant une rangée de sommités sociologiques - Lefebvre, Naville, Touraine... - un homme seul, avec ses livres. Les mains nues, l'esprit clair, et derrière, une foule d'amis connus et inconnus, militants révolutionnaires de toutes tendances, syndicalistes, jeunes lecteurs, journalistes, camarades de combat. Le PSU était là, avec son histoire, ses contradictions, mais aussi son espoir, sa volonté révolutionnaire.

Nous n'étions pas aussi nombreux, il s'en faut, le 21 juillet, dans le petit cimetière de Bourg-sur-Gironde. Personne ne pouvait croire à cette mort ; une fois encore Serge nous avait surpris, n'allait-il pas réapparaître à l'improviste ? Mais il y avait ce cercueil, et toute cette terre, la terre même où il avait planté, cette année justement, quelques pieds de vigne dont il espérait goûter bientôt la récolte. Car il aspirait à retrouver sa terre natale, à en faire une patrie pour lui comme pour d'autres : son combat pour l'Occitanie traduisait le désir profond de ceux qui cherchent des racines, veulent retrouver une sève nourricière, pour redonner un sens à une vie qui, à force de consommer, finit par se dévorer elle-même. Serge avait cette jeunesse qui lui faisait vivre les angoisses et les aspirations des plus jeunes.

Le 21 juillet, il y avait pourtant cette diversité qu'entraînait la nature même de Serge : ses compagnons de la Résistance, des militants paysans de la région, nos camarades de la fédération de la Gi-

ronde, des universitaires et tous ceux qui l'avaient connu au PSU, même si leurs chemins avaient divergé, Gilles Martinet, Jacques Sauvageot, Henri Leclerc - son avocat et le nôtre dans cette lutte inégale contre la mafia du secteur de la Défense - et les représentants du Bureau National. Il y avait eu aussi ces lettres, ces témoignages de militants, de sympathisants qui nous étaient parvenus d'un peu partout. De France, mais aussi du Québec, d'Algérie, de Yougoslavie, de Syrie, car le combat socialiste de Serge était international, au nom de la liberté des hommes sur la terre qu'ils ont cultivée et transformée. Roland Leroy pour le PCF, Pierre Mauroy pour le PS, André Jeanson pour Objectif Socialiste, Albert Detraz pour la CFDT, Alain Krivine et bien d'autres avaient tenu aussi à envoyer des messages.

C'est dire l'importance de notre perte. Avec Serge disparaît l'un de ceux qui avaient fait le PSU et continuaient de le faire, dans des combats toujours renouvelés. Quelques jours auparavant, nous étions ensemble à Bordeaux dans un colloque sur l'autogestion. Des travailleurs de Lip étaient là. Ils attendaient de Serge autant qu'il attendait d'eux : le dialogue se nouait, avec réalisme, pour que l'expérience serve à d'autres luttes, encore plus larges, encore plus fortes. Serge Mallet continuera de vivre à travers ce dialogue, ce combat que nous poursuivrons, que nous élargirons. Au-delà de l'accident, il reste l'image d'un homme fraternel qui s'était mis totalement au service de la cause ouvrière : son souvenir nous aidera à donner tout son prix à la vie, à la vie juste et libre que les travailleurs bâtissent de leurs propres mains.

Robert CHAPUIS

25-26 août :

tous au Larzac !

COMME les ouvriers de Lip qui se battent aujourd'hui pour éviter le démantèlement de leur entreprise et conserver leur travail, des paysans du Larzac se groupent pour résister à l'appropriation de leur terre (moyen de production) par l'armée.

Les 25 et 26 août nous irons sur le Larzac soutenir la lutte des paysans pour le droit à la vie en Occitanie.

Nous nous battons contre l'accaparement du sol :

— par l'armée qui est déjà le plus gros propriétaire foncier de France,

— mais aussi par les gens fortunés qui placent leurs capitaux et spéculent : maquignons, notaires, industriels, banquiers...

LA TERRE EST DE MOINS EN MOINS UN OUTIL DE TRAVAIL, DE PLUS EN PLUS UN CAPITAL.

Depuis vingt ans le prix de la terre a tellement augmenté qu'il

n'est plus en rapport avec le produit que le travailleur en retire. Pourquoi cette augmentation si rapide ? La mécanisation et l'augmentation de la productivité ont entraîné un agrandissement des structures d'exploitation. Comme la propriété privée du sol est restée le meilleur gage de sécurité de l'emploi, la demande a été faite face à une offre relativement réduite. L'augmentation du prix des terres a donc dégagé des plus-values qui ont attiré sur le marché foncier les spéculateurs.

Récemment, lors de son dernier congrès, le C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs) a proposé la création de sociétés foncières agricoles (S.F.A.) par actions et une réorganisation du statut du fermage (baux de longue durée). Cette proposition n'est rien d'autre que la solution capitaliste la plus sensée au problème foncier actuel. En effet, la terre

devient outil de spéculation qu'on laisse aux capitalistes qui seront propriétaires par le biais des S.A.I.F. et S.F.A. La terre-capital devra rapporter un intérêt comparable à celui que le capitaliste trouverait en investissant dans un autre secteur. Cet intérêt, ce sera le fermage.

Actuellement, le fermage en réaion d'herbage ne représente que 2 à 3% du capital. Il augmentera pour atteindre des taux minimum de 8% (soit un fermage annuel de 800 F pour un hectare de terre valant un million ancien). Mais l'augmentation risque d'être plus forte encore : si le marché foncier, du fait des S.F.A., ne dégage plus autant de plus-value, les propriétaires actuels se rattraperont sur les fermages.

On s'aperçoit donc que les propositions du C.N.J.A. ne résolvent en rien les problèmes fonciers des exploitants agricoles.

Face à la terre-capital il faut imposer le contrôle municipal sur la terre outil de travail. Comment ? en mettant en place, chaque fois qu'il y a de la terre disponible, l'assemblée générale de tous les agriculteurs concernés, pour qu'ils distribuent ensuite la terre entre eux.

LES ITINERAIRES

POUR Y ALLER :

1. GRAND-OUEST :

Vendredi 24 août, 7 h : Rendez-vous dans un pré sur le bord de la route Nantes-Poitiers (R.N. 148 bis), 10 km après CLISSON au pied du château d'eau.

Vendredi, 11 h : Point de ralliement place de l'Eglise à La Motte-St-Héray (11 km au sud de Saint-Martin) près du camp militaire d'Avon.

14 h : Départ sur SARLAT (Dordogne).

20 h : Rassemblement dans SARLAT, puis meeting au lieu de campement.

Samedi 25, 5 h : Départ sur MILLAU.

12 h : Arrivée à MILLAU par la route de Rodez (R.N. 11). Traversée de MILLAU.

14 h : Meeting à MILLAU, terrain de la Maladrerie.

2. SUD-OUEST :

Samedi matin, 7 h : Départ de VILLENEUVE-SUR-LOT, place du Théâtre, pour rejoindre MILLAU (cf. Grand-Ouest). Itinéraire : R.N. 656 vers Cahors, Villefranche-de-Rouergue (R.N. 111).

3. SUD RHONE-ALPES SUD-EST :

Vendredi 24 août, 13 h : Rassemblement à VALENCE (place Dunkerque). Itinéraire R.N. 7, puis R.N. 86 puis Saint-Esprit, Bagnols-sur-Côze, Alès.

17 h : Départ de Nice, passage à Conjuers, départ de Marseille (voir Librairie Lire, rue Saintes). Jonction à St-Hippolyte-du-Fort.

20 h : Meeting à ST-HIPPOLYTE-DU-FORT et campement.

Samedi 25, 8 h : Départ de Saint-Hippolyte pour Lodève.

8 h : Départ de PERPIGNAN (Palais des Congrès).

10 h 30 : BEZIERS (Champ-de-Mars).

10 h 30 : MONTPELLIER (place des Arceaux).

11 h 30 : CIGNAC.

12 h : CLERMONT-DE-L'HERAULT.

14 h : Meeting à LODÈVE.

4. EST-BOURGOGNE

FRANCHE-COMTE :

Vendredi 24 au soir : Départ de STRASBOURG NANCY et TROYES (voir comités locaux).

Départ de BESANÇON (LIP) et DIJON.

5. RHONE-ALPES NORD :

Vendredi 24 août, 8 h : Départ de LYON (place Carnot).

11 h : SAINT-ETIENNE (La Plaine Achille). Itinéraire : Le Puy, Mende.

20 h : Meeting au MASSEGROS (Lozère) et campement.

Samedi 25, 8 h : Départ de Masségres pour NANT (par Meymols, Est-Larzac).

12 h : Rassemblement à NANT.

6. NORD PARIS - CENTRE :

Deux départs de PARIS : Jeudi 23 août, 10 h, vendredi 24 août, 20 h : Boulevard Jourdan (M^o Cite Universitaire).

Jeudi, 20 h : FONTEVRAUD.

Vendredi 24, 7 h : Départ de FONTEVRAUD (avec le Maine-et-Loire et la Sarthe) pour la MOTTE-ST-HERAY où se fera la jonction avec Grand-Ouest.

Samedi 25, 18 h : Montée de toutes les marches du plateau du LARZAC. Rassemblement au lieu-dit « Le Rajal des corps ».

jours tranquilles à Paris

Le Président y avait pourtant bien insisté, en recevant à l'Élysée, le soir du 14 juillet : Mlle Chopinet avait tenu haut et droit le drapeau et bien mérité de la patrie. En revanche, le Président avait pu observer — de ses propres yeux — que le factionnaire du fort de Brégançon somnolait quelque peu. Bref, de quoi donner aux Français le sentiment qu'ils étaient gouvernés, et à l'armée le moral qu'elle avait perdu depuis les mouvements lycéens d'avril...

CE TAIT compter sans le parti prêtre. Voilà qu'un beau jour de juillet (on ne lui avait rien demandé) l'évêque d'Orléans, Mgr Riobé, apporte sa caution morale et spirituelle aux différentes initiatives (1) contre les essais nucléaires du Pacifique ; l'amiral de Joybert, avec le franc-parler inspiré qu'on ne distribuait jusqu'ici qu'au général Massu, s'emporte : « Messieurs de la prêtrise, mêlez-vous de vos oignons ! ». Et le cardinal Daniélou, grand jésuite devant l'Éternel, fait mine de réconcilier l'un et l'autre, tout en appuyant un peu sur le plateau de l'amiral...

Et en donnant ainsi aux journalistes de quoi s'occuper, en provoquant moult prises de position et commentaires, la rupture entre le goupillon et le sabre permit aussi de relancer le débat sur la nature de la Défense Nationale et la place de l'Église dans la Nation. Les arguments ecclésiastiques se situaient surtout sur le plan moral, ceux du « commando de la paix » du Pacifique sur le terrain biologique, ceux du général de Bollardière, en se réclamant de la non-violence, abordaient davantage le problème d'une politique de Défense. C'est sur ce terrain-là qu'entendait se placer Michel Rocard (2) en dénonçant, avec « Murooa-l'imposture », l'inefficacité technique, militaire, politique de la force de frappe française ; car, rappelait Rocard contre les arguments moraux, « si le gouvernement actuel construisait réellement une force de dissuasion efficace, véritablement capable de décourager toute intervention [impérialiste], des socialistes n'auraient pas le droit d'y renoncer sans examen ».

L'opposition à la Bombe prenait d'autant plus de force qu'une majorité des Français y est hostile, sans qu'on ne leur ait jamais demandé leur avis

autrement que par voie de sondages dont les résultats sont demeurés secrets. C'est à cette majorité que se sont jointes un certain nombre d'autorités religieuses (dont Mgr Riobé), quitte à provoquer, dans les rangs de l'UDR, des commentaires hargneux sur le nouveau cléricanisme qui, cette fois-ci, basculerait à gauche. En l'occurrence, il est probable que la hiérarchie ou du moins une fraction, ne faisait que suivre l'engagement de plus en plus net de nombreux chrétiens militants. Et sans doute s'agit-il moins d'un nouveau cléricanisme que d'une évolution des bases sociales de l'Église.

à la grecque

Le gouvernement français, comme celui de Grèce, ne se soucie des majorités que quand elles lui sont favorables. Et les explosions n'en furent ressenties que comme un défi plus cynique à l'opinion française et internationale. Robert Galley, lui, devait confirmer sa réputation acquise auprès des aiguilleurs du ciel en mettant à la retraite d'office le général Jacques Paris de Bollardière (3).

(1) Il faut distinguer entre le « commando de la paix » (Gal de Bollardière, Brice Lalonde, des Amis de la Terre, J.-M. Muller, de la Communauté non-violente d'Orléans, abbé Toulat) embarqué à bord du « Fri », et l'initiative de quatre parlementaires (J.-J. Servan-Schreiber et Dr A.-M. Fritsch, réformateurs, Charles Josselin, socialiste et Louis Besson, apparenté socialiste) d'aller soutenir les protestataires polynésiens. Les deux actions se sont conjuguées pour créer l'association « Les Français contre la Bombe ».

(2) Le Monde, 25 juillet 1973.

(3) Cf. un portrait du Gal de Bollardière, dans T.S. n° 578 du 16 mai 1973.

Les aventures tahitiennes consommèrent aussi la division du Mouvement réformateur. Lecanuet, incapable décidément de se faire aux équipées du cow-boy lorrain et de plus en plus attiré par les miroitements d'un remaniement ministériel, déguise à peine la rupture ; le Centre Démocrate d'une part, avec les attaques du sénateur de l'Aisne Jacques Pelletier contre les tentations de ralliement de Lecanuet, le parti radical de l'autre, avec le départ de Michel Soulié qui rejoint les radicaux de gauche, s'effritent... Décidément, depuis la mort du M.R.P., les regroupements du centre n'auront guère survécu aux déboires électoraux.

Si l'union de la gauche tient mieux le coup, la presse bourgeoise met les pleins feux sur la controverse Pierre Daix-Roland Leroy. Sans s'intéresser à son contenu réel, la réponse de Roland Leroy à Pierre Daix peut paraître habile mais elle suppose la falsification. Il réaffirme les prises de position désormais classiques du Parti communiste sur les libertés, mais surprend mes faibles connaissances marxistes quand il affirme : « Nous ne prétendons pas imposer l'organisation de notre Parti comme modèle de société. » Moi, je croyais que l'organisation que se donnait la classe ouvrière dans la lutte pour la construction du socialisme préfigurait l'organisation de la société socialiste ; et il sera intéressant de reprendre le débat avec nos camarades communistes pour savoir en quoi l'organisation de leur Parti ne peut servir de modèle à la société socialiste...

Les magistrats de la Chambre d'accusation ont confirmé l'ordonnance de

mise en liberté du juge Bernard ; la détention de Krivine n'est donc plus, selon la formule consacrée, « nécessaire à la manifestation de la vérité ». Par contre, il reste nécessaire à la manifestation de la vérité sur les provocations du 21 juin que M. Marcellin réponde précisément aux accusations portées par le Syndicat C.F.D.T. des Inspecteurs de Police : « L'importance des moyens dont dispose la Police en ces occasions (écoutes téléphoniques, infiltration d'agents dans les groupements extrémistes, service d'ordre sur place, salles piégées, etc.) permet de savoir de façon précise ce qui va se passer. L'affrontement était donc prévisible. » Je tendrais personnellement à croire que les camarades inspecteurs de police de la C.F.D.T. savent de quoi ils parlent ; c'est leur métier, non ? Gageons qu'Alain Krivine aura d'intéressantes révélations à faire à son procès. Qui sera aussi, a-t-il annoncé, « celui de l'ennemi public n° 1 des libertés, le ministre de l'Intérieur ».

Mais sans doute la nouvelle politique la plus importante du mois de juillet est-elle passée inaperçue ; elle tient en une phrase, à peine un « in memoriam » à la page 20 du Monde : « A dater du 6 août, le département de l'Ardèche ne sera plus desservi par aucun train de voyageurs. » C'est le progrès, la modernisation à la sauce U.D.R. A force de vouloir ressembler au régime de Badinguet, le système Pompidou va nous ramener avant la troisième République...

Thierry MORUS. ■



Ça, un avenir pour la France ?



en feuilletant la télé

querelles de famille

Le 25 juillet dernier, Arlette Laguiller, de « Lutte Ouvrière » et Marcelle Devaud, ancien député U.N.R., s'affrontaient à la télévision. Sujet : la famille. L'orage a empêché Irène Charamande de voir les images de cette émission. Juste le son. Fort triste, elle a du reconstituer...

Il y avait d'abord, face à face et alternativement, Laguiller et Devaud :

— La classe ouvrière, ses conditions de travail, de transports, ses conditions de logement !

— C'est bien vrai, quand je rencontre encore des cas comme ça, je m'en occupe...

— La classe ouvrière, ses transports, son métro, ses espaces verts qui n'en sont pas...

— A qui le dites-vous !

— La classe ouvrière, son S.M.I.C. à 900 F. ses enfants qu'elle ne peut pas élever...

— Mais c'est Zola !

— Oui, c'est Zola !

— Mais ce n'est plus Zola !

Et puis il y avait un chœur : des gauchistes, des féministes, confus, embrouillés, mais ne chantant pas si faux que ça :

— Mais c'est ennuyeux tout ça ! On ne nous parle pas de ce pour quoi on était venues ! Mais enfin, le désir, se réaliser, la sexualité - répressive -

oppressive - libérée ! On travaille aussi à la maison ! Les hommes aussi sont exploités, mais nous c'est différent ! — Un homme (égéré) : et nous on aimerait bien que nos femmes soient un peu plus libérées !

Le chœur soutenait habilement l'action. Chœur - repoussoir, histoire de montrer qu'il y avait encore quelques relents de mai 68 en France, que ces relents faisaient encore du bruit, mais sans arriver à leur pleine expression. Au mieux quelques onomatopées...

Les deux actrices principales, seules, avaient droit aux interventions longues et aux tirades construites. Deux femmes politisées dont le dialogue âpre et éternellement recommencé nous menait tout droit à la famille et à l'harmonie, toutes classes confondues...

Comment cette tragédie a-t-elle été possible ? Notre camarade de « Lutte Ouvrière » a voulu éviter les pièges de l'Anti-Oedipe, de Reich, de la Politique du Mêle, de la Dialectique du Sexe, du Deuxième Sexe, de l'Antinorm, d'Ac-

tuel, des communautés et même du dernier numéro de Libération qui, parle de fugues loin de sa famille et de comment les réussir. Ça en fait des pièges !

présidentiel

La famille, c'est miné, on le savait. L.O. a fait du beau travail d'artificier, cela avait même du être fait avant l'émission pour que cela n'explose pas :

— Je pose la famille sur la table, t'approche pas Arlette, on va la nettoyer de tout éclat possible...

— J'enlève les rapports (et les contradictions) hommes/femmes...

— Et moi j'enlève les rapports (et les contradictions) parents/enfants...

— Enlevons aussi l'éducation des enfants, ça mène à la psychanalyse !

— La meilleure chose à faire, c'est d'enlever le pouvoir, comme ça, ce sera une structure vide. (Ce qui fut fait).

— La politique, c'est miné, on te l'a déjà dit, enlève tout ce qui reste !

Qu'est-ce qui reste ? La famille-classe ouvrière, dans sa nudité et sa simplicité, sans contradictions internes. La classe ouvrière vivant la famille, pour le plaisir, mais pas pour la sexualité.

Mais enfin, dans le mouvement ouvrier, on s'est bien posé des questions, me direz-vous ? Flora Tristan, c'était il y a longtemps. Clara Zetkin, Vera

Schmidt et Alexandra Kollontai - des presque-gauchistes... Mais en Chine, le débat sur la libération des femmes et l'éducation des enfants ? La meilleure chose à faire, c'est de laisser la bourgeoisie en parler, en l'occurrence Marcelle Devaud, comme ça les révolutionnaires ne sont pas coincés !

Et puis, à se laisser entraîner, Arlette Laguiller aurait pu devoir répondre à une question du genre : « Quand la classe ouvrière travaille 36 heures par semaine, que le S.M.I.C. sera à 1.500 francs par mois, que les logements ne seront plus qu'à 5,6 kilomètres du lieu de travail, que feront les ouvriers en famille et comment les femmes s'occuperont-elles de leurs enfants ? »

L.O. a évité tous les pièges, a réussi à ne pas parler de la famille, a juste réussi à annoncer une candidature féminine de L.O. pour les présidentielles. Pourvu que la candidate n'oublie pas de parler des femmes !

Bref, quelle déception ! Ah ! si j'oubliais : il y avait une petite phrase. Tous les représentants des partis politiques, de gauche à droite, avaient répondu exactement la même chose à un questionnaire de la revue « Parents » sur la famille. Sauf un généreux, nommé Michel Rocard. Le débat aurait peut-être pu partir de cette petite phrase ?

Pas à la télévision, voyons !

Irène CHARAMANDE. ■



Charbonnel : classe...

l'épreuve

Charbonnel a présenté son plan. La grande presse en a fait l'événement numéro 1 de ce début d'août. Le gouvernement qui jusqu'ici gardait une prudente réserve, qui jusqu'ici attendait apparemment qu'une solution se dessine, intervient devant le blocage de la situation. Voilà l'image que le duo Messmer-Charbonnel voudrait faire apparaître. Mais pour « répondre aux desiderata du personnel » (dixit le ministre de l'Industrie) qui se bat contre

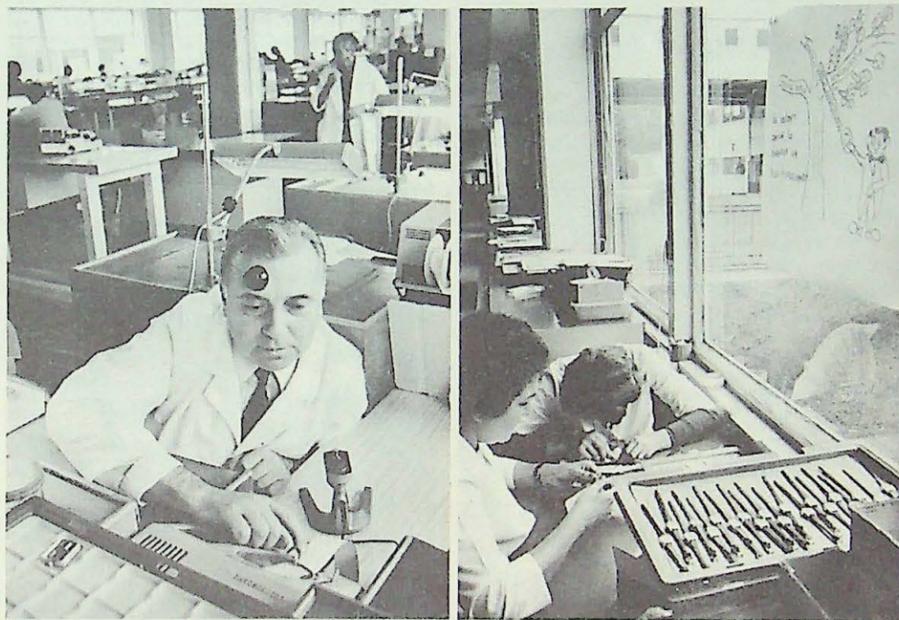
le démantèlement et les licenciements, on sort un plan qui propose de couper l'entreprise en trois parties et de licencier 400 à 600 travailleurs. C'est la seule solution, nous explique-t-on. La situation économique de l'entreprise ne permet pas d'espérer autre chose. Nous essaierons de reclasser les travailleurs ayant perdu leur emploi. Bien entendu, dans tout cela, rien sur la situation économique réelle de l'entreprise, rien sur les raisons de cette si-

tuation. D'habitude, ils nous abreuvent plutôt de chiffres, vrais ou faux d'ailleurs, pour justifier leurs décisions. Rien non plus sur les documents du syndicat CFDT de l'ANPE (1) sur la situation de l'emploi en Franche-Comté contredisant les déclarations du ministre. Un discours bien peaufiné sur le thème : « Il faut être raisonnable », « Si tout le monde n'y met pas du sien »...

ESSAYONS de regarder un peu mieux ce qu'est LIP; quatre secteurs : l'horlogerie, la mécanique, la machine-outil, l'armement. Le plus connu du grand public c'est l'horlogerie. Ce secteur représente 70 % du chiffre d'affaires de LIP. 500.000 montres sont fabriquées chaque année sur 280 modèles différents. On peut d'ores et déjà se poser des questions : 280 modèles pour 500.000 montres, alors que 800.000 peuvent être sorties avec l'appareil de production existant, cela veut dire qu'il n'y a pas de suivi de série. Cela veut dire aussi une dispersion très grande des efforts pour toucher la clientèle. On peut comprendre cette politique si elle vise à couvrir la gamme la plus étendue possible.

Or, si l'on regarde les ventes de Lip on s'aperçoit que 50 à 60 % se situaient dans une zone de prix de 150 à 250 F et 30 à 40 % au-dessus de 250 F. Le marché français lui, se situe pour 70 % en dessous de 150 F. 280 modèles pour toucher les 30 % supérieurs du marché, voilà qui appelle des questions sur le sérieux de la gestion. Deuxième point noir, le système de vente. La distribution se faisait uniquement par le réseau d'horlogers-bijoutiers. Normal, direz-vous, on n'achète pas dans un tabac une montre à 300, 500 F ou plus. La clientèle veut être servie par des spécialistes connaissant le métier de l'horlogerie. Exact, mais tout de même, deux éléments ont leur importance : le premier, c'est la publicité; la propor-

(1) Agence nationale pour l'Emploi.



Une haute qualification

tion en est très forte pour le résultat obtenu. 5 millions de francs pour une stagnation des ventes depuis quelques années; il y a là quelque chose d'anormal. Cette publicité s'adressait directement au grand public, en négligeant totalement le réseau intermédiaire des horlogers-bijoutiers.

Le résultat est que ces derniers jouent un rôle d'écran considérable et ne sont pas renommés pour porter la marque LIP dans leur cœur. Le deuxième est quand même le réseau de

vente lui-même. Les marges accordées aux détaillants (42 % pouvant atteindre 54 %) si elles ne sont pas scandaleuses devant les charges afférentes à cette profession, ont pour effet de quasi doubler le prix de sortie d'usine. Le réseau horloger n'est pas composé uniquement de petits détaillants, il existe aussi les grands magasins et les grandes surfaces de vente. Il touche un plus grand public. Fred Lip s'est toujours refusé à utiliser ce réseau, soit de sa propre volonté,

soit sous la pression des détaillants. 70 % du marché de la montre négligés en France, ce n'est pas non plus un signe évident de bonne gestion.

C'est vrai, l'image de marque de bonne qualité ne permet pas à Lip de faire facilement de la grande diffusion. Mais il existe une technique qui s'appelle la sous-marque. Des propositions en ce sens avaient été faites à Fred Lip qui les avait repoussées, abandonnant le marché à Kelton et à Timex.

Des séries trop courtes ne permettant pas d'abaisser le prix de revient, un réseau de vente inadapté, un marché trop fermé, une publicité manquant d'efficacité, voilà qui suffit largement à mettre dans le système capitaliste une entreprise en difficulté.

le prestige de la marque

Mais comme cela ne suffisait sans doute pas, Ebauches S.A., en arrivant, en a imposé d'autres. Tout d'abord en ne faisant rien pour redresser les erreurs antérieures. Nous assistons au triste spectacle du désaccord entre la direction production et la direction commerciale qui eut pour conséquence la création d'un stock de 80.000 montres « hors-collection » c'est-à-dire qui ne peuvent être présentées à la clientèle, donc vendues. Mais où l'on voit déjà la vraie stratégie d'Ebauches S.A., c'est dans la politique de fabrication. 75 % des montres entièrement fabriquées à l'usine en 1967, 56 %

échec au mauvais coup!

Il y a deux façons de considérer le « Plan Charbonnel ». Il est soit la preuve de la totale impuissance et de l'étonnante incompetence de ses auteurs. Soit celle de la volonté du gouvernement et du patronat de chercher l'épreuve de force. Ou encore, les deux à la fois.

En tout état de cause, les déclarations du ministre, reprenant point par point le plan initial d'Ebauches S.A., ce plan contre lequel précisément se battent depuis trois mois les travailleurs de Lip, est une provocation. Sa suite logique est l'intervention policière appuyée sur le pari de la passivité d'une opinion publique en vacances.

La classe ouvrière doit faire échec au mauvais coup qui se prépare. Le P.S.U., pour sa part, s'emploie à mettre sur pied une riposte préventive la plus unitaire possible. C'est pourquoi, dans un premier temps, le bureau national a demandé à rencontrer d'urgence les directions du P.C.F. et du P.S.

Communiqué du B.N. du P.S.U.
Le 7-8 73

«on est avec eux!»

Oh non, tout le monde n'était pas en vacances en juillet! Il suffisait de voir la queue qui s'écrasait dans les escaliers et les couloirs de la rue Borromée, certains après-midi ou soirs de juillet pour s'en convaincre... Certains étaient là avec leurs gosses, d'autres avec des copains, des délégués de comités d'en-



treprise venaient là en groupe. Pour acheter des montres Lip. Après une attente parfois longue, vous étiez enfin introduit dans la grande salle où une équipe de vendeurs bénévoles, toujours aimables et vite devenus compétents, guidaient votre choix parmi les dizaines de modèles présentés. Une fois trouvée la montre dont vous rêviez, il ne restait plus qu'à payer après avoir signé la décharge de rigueur. Si quelques-uns étaient venus là pour « la bonne affaire », la majorité glissait un mot d'encouragement en partant (« Dites-leur de tenir bon, on est avec eux! ») ou une pièce dans le tronc pour la souscription de soutien... Au total, c'est plus de 60 millions de montres commercialisées par les travailleurs de Lip qui ont été acheminées par le P.S.U. sur toute la France, dont la moitié pour la seule région parisienne. C'est encore insuffisant pour satisfaire les quelque 100 millions d'A.F. de commandes reçues... Nous avons voulu que notre soutien soit à la mesure

des espoirs que porte le combat des travailleurs de Lip pour l'ensemble de la classe ouvrière française; appuyée par l'explication politique de leur combat, la vente des montres produites en gestion ouvrière était le geste numéro un de ce soutien.



e de force



Les délégués de Lip : ...contre classe

aujourd'hui. Cela revient à dire, puisque l'augmentation des ventes est très faible, qu'il y a des secteurs de l'usine qui se retrouvent en sous-emploi, d'où une augmentation artificielle des frais fixes de gestion. Comme par hasard, on s'aperçoit que les commandes de matériel (surtout les mouvements) auparavant fabriqués dans l'usine sont en augmentation de 70 % pour les entreprises liées à Ebauches S.A. et restent stables pour les autres. On ne peut plus dire là qu'il s'agit d'erreurs de gestion mais bien d'une volonté délibérée. On reconnaît déjà le désir d'Ebauches S.A. de transformer Lip en une usine de montage pour se servir uniquement du prestige de la marque.

Si nous prenons les autres secteurs nous retrouvons les mêmes caractéristiques. Le secteur machines-outils n'existe réellement que depuis le rachat de l'usine d'Ornans en 69 (donc après l'arrivée d'Ebauches S.A.). Les chiffres de production montrent très clairement que la capacité de l'usine est sous-employée. Elle travaille principalement pour l'Etat (Education nationale). Le résultat en est tout d'abord encore une très grande dispersion des modèles, des séries beaucoup trop courtes, donc un prix de revient élevé. On voit poindre la nécessité d'abaisser les frais généraux et de réduire le personnel. On peut se poser la question : pourquoi travailler presque uniquement pour l'Etat ? Nous retrouvons les mêmes erreurs, presque classiques, de Lip dans les réseaux de diffusion et dans la publicité. Des machines-outils, cela représente un investissement important et on ne les achète pas sur catalogue. Et bien, la publicité se fait par voie de presse, sans démarchage ou presque, de machines à l'essai, sans service technico-commercial sérieux, sans suivi commercial digne de ce nom. Une entreprise s'appuyant principalement sur un seul client sans capacité de vente et d'après-vente correcte ; dans le système économique où nous vivons, cela rend la machine fragile. En conclusion, nous retrouvons Ebauches S.A. et sa stratégie de démantèlement : aucune tentative pour redresser la situation. Il suffit à l'Etat de supprimer ses commandes et il devient facile de dire qu'il faut se séparer de ce secteur. Sitôt pensé, sitôt fait. Charbonnel aura du mal à démontrer que le gouvernement n'est pas responsable, qu'il n'y a pas collusion avec la direction de l'entreprise.

volonté délibérée

Pour le secteur de la mécanique, les mêmes caractéristiques reviennent. Une très bonne technique de mécanique de précision, mais aucune politique d'ensemble sur les produits, une très grande dispersion des modèles, aucun suivi de série, une capacité très sous-employée, le schéma est désormais classique. Un point à ajouter : une très forte concentration de militants syndicaux. Comme par hasard, c'est le secteur dont n'a pas parlé Charbonnel dans son plan.

Quant à l'armement, c'est indiscutablement le secteur le plus rentable, si l'on regarde les marges brutes ; mais on l'a grevé d'un report excessif de frais généraux de l'entreprise ; démonstration oblige. En fait, il paraît qu'une commande d'Etat trois fois plus importante que les années précédentes (45 milliards de francs) était à

l'étude. Comment se fait-il Monsieur Charbonnel, que ces commandes aient été gelées ?

Un dernier mot sur la situation financière de l'entreprise. 1968 fut la dernière bonne année ; depuis, nous pouvons constater un effondrement des résultats.

Ebauches S.A. arrive en 69. Il y a actuellement une dette de 59 millions aux fournisseurs. Ebauches S.A., principal actionnaire, en est pour 40 millions de fournitures et de caution à la B.N.P.

Nous n'avons pas, dans cet article, la volonté de faire une analyse économique poussée de l'entreprise. Mais il nous fallait tout d'abord démystifier l'économique pour mieux faire apparaître le politique. Car cette analyse démontre à la fois qu'il y a eu erreur de gestion énorme, volonté délibérée d'amener l'entreprise là où elle est, apparemment complicité de l'Etat. Cela veut dire que cette entreprise est viable dans le système. Qu'une gestion correcte la remettrait sur pied.

Il faut 40 à 60 millions de francs pour la faire repartir, dont 10 à 20 millions ne sont pas récupérables avant 3 ans. Mais ensuite, en s'adaptant au marché, en menant une politique correcte, en évoluant en fonction de l'évolution technique (notamment l'horlogerie, avec la montre électrique et la montre à quartz), en appliquant une gestion d'expansion, les capitalistes savent bien que l'on peut refaire de Lip une entreprise rentable. Les solutions sont possibles dans le système rachat par une entreprise capitaliste, création d'un holding Lip avec densification des apports d'investissement par secteur, notre proposition d'une régie nationale, etc.

règlement de compte

Le plan Charbonnel d'intervention de l'Etat ne résoud rien. C'est la reprise intégrale du plan d'Ebauches S.A. : démantèlement de l'entreprise, ne conservant que l'horlogerie, la transformant en chaîne de montage des pièces d'Ebauches.

Charbonnel pourrait-il nous expliquer en quoi le fait de couper l'entreprise en trois (et de ne jamais parler de la mécanique) améliorera la gestion, permettra aux commandes de l'Etat ou de tout autre de revenir plus

facilement, ouvrira plus largement la gamme des produits horlogers ? Sur quels arguments économiques s'est-il fondé ? Son plan ressemble à un travail fait rapidement en deux jours pour permettre l'intervention du ministère avant la reprise du 1^{er} août. Les données de base viennent d'un rapport de l'I.D.I. (2). La manière dont ce rapport a été préparé laisse rêveur. Un échange de lettres entre l'I.D.I. et l'entreprise a été saisi. On s'aperçoit

un conflit de cette importance, devant les méthodes de lutte des travailleurs remettant dangereusement en cause l'existence du système, le gouvernement a une réaction de classe normale. Depuis le début, il est là pour défendre les intérêts patronaux, il continue.

Le capitalisme peut accepter d'intégrer beaucoup de choses, pas la remise en cause de son autorité, de son pouvoir, de sa propriété. Alors il se



Ici, c'est le personnel qui décide

que le rapport a été fait principalement au moyen d'échange de renseignements par courrier.

L'étude de l'entreprise n'a été qu'un survol rapide sans aucune investigation sérieuse sur l'outil de production, sur ses capacités, sur la très grande qualification des travailleurs. Il est clair que l'intervention du ministre ne se situe pas sur le terrain du règlement économique ou du règlement social, mais du règlement (j'allais écrire : du règlement de compte) politique. Il fallait que l'Etat intervienne avant la reprise du travail du 1^{er} août, il lui faut tout faire pour étouffer ce conflit avant la rentrée de septembre. S'il avait voulu sérieusement discuter, négocier avec les travailleurs, il n'aurait pas proposé ce préalable de démantèlement, il n'aurait pas nommé un fonctionnaire pour regarder uniquement le problème de l'horlogerie, mais pour voir l'ensemble de l'entreprise. Voilà démystifiée la neutralité de l'Etat. Dans

sert des armes dont il dispose : l'Etat, la violence, le mensonge Ceyrac a été très clair sur ce point ; insupportable la remise en cause de la propriété ! Le tout suivi d'un développement sur la dilapidation du patrimoine. Cela peut permettre de reprendre pied dans l'opinion publique. Au fait, Ceyrac, trois questions :

1) Que sont devenues les 100.000 montres détenues par le patronat et qui ont continué (d'après nos informations) à être vendues aux détaillants jusqu'au 4 juillet, c'est-à-dire après le dépôt de bilan ? On nous a même dit (les gens sont méchants) que des commandes adressées à Lip S.A. sont parvenues au dépôt de Paris qui les aurait honorées avec une réduction sur le prix usine (à partir de 100 unités), donc en dessous des prix effectués par les travailleurs ?

2) Que sont devenues les montres hors-collection (donc périmées et théoriquement invendables) emportées avant la prise de contrôle par les travailleurs, par un cadre de la société ?

3) Pourquoi n'en n'avez-vous jamais parlé (ne serait-ce que pour démentir) ?

dilapidation

Nous savons une chose : les travailleurs vendent, publient leurs comptes. Ils le font pour s'assurer un salaire de survie, pour préserver l'entreprise, leur emploi. Mais du côté du patronat, rien. Alors faute de réponse, faute de la publication d'un inventaire des montres détenues dans les dépôts, faute de la publication de la comptabilité des ventes depuis le 12 juin, faute de savoir à qui ont été versées les recettes correspondantes, nous serions dans l'obligation de tirer les conclusions sur qui dilapide réel-

(2) Institut du Développement Industriel.

la conférence de presse du Bureau National

Mardi 31 juillet, au cours d'une conférence de presse tenue au siège du Parti, Michel Rocard, Jean Le Garrec et Alain Rannou ont fait le point sur le conflit Lip, rappelé l'origine de la crise et l'historique de la prise en charge de la production par les travailleurs.

Ils ont également annoncé le prochain dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale d'une proposition de loi d'Yves Le Foll, député des Côtes-du-Nord, tendant à transformer Lip en régie nationale. « Nous pensons que c'est à l'Etat », a déclaré Jean Le Garrec, « qu'il incombe de préserver les conditions de l'emploi dans le contexte politique actuel. Nous demandons aussi dans ce projet de loi que le contrôle de fait des travailleurs sur la marche de l'entreprise devienne un contrôle de droit, notamment sur les licenciements et les conditions de travail. Enfin et surtout, nous y prévoyons la possibilité que soit poursuivie cette expérience sous forme de coopérative ouvrière de production, ou, si les travailleurs ne veulent pas s'engager dans cette voie, sa remise dans le circuit capitaliste classique. »

Le lendemain 1^{er} août, au cours d'une interview accordée à plusieurs rad'os et à Télé-Luxembourg, Michel Rocard a répondu aux déclarations du ministre Charbonnel : « Ce n'est pas un plan Charbonnel pour sauver Lip », a-t-il dit, « c'est le plan d'EBAUCHES S.A., le même que les travailleurs combattent et refusent depuis le début du conflit. Le ministre s'est contenté d'ajouter les noms des trois sociétés derrière son projet de démantèlement. » Dans un communiqué ultérieur le Bureau national déclarait que la solution au conflit n'était plus « d'ordre juridique mais politique » et que le gouvernement ne pourrait plus longtemps se contenter de telles « dérobades ».

sur le front des lip

lement le patrimoine de l'entreprise. Aussi significative est la réaction de l'Aurore, du Parisien Libéré ou de France-Soir. Si le pouvoir veut pour conclure la lutte, faire donner ses forces de répression, il faut qu'il prépare le terrain politiquement. En effet, ce n'est pas parce qu'il est bien gentil ou compréhensif, que Marcellin n'est pas rentré dans l'action. Si l'on n'en est pas convaincu, il suffit de regarder les trois premières interventions de l'Etat :

- 1) La police lors de la manifestation devant l'ambassade suisse.
- 2) La police lors de la manifestation à Besançon.
- 3) La police lors de la séquestration de la direction. Depuis, Marcellin rongé son frein.

les victimes...

Maintenant, les conditions politiques de l'intervention ne sont plus les mêmes. Le conflit est connu, soutenu par la très large majorité des travailleurs. Même en août, une intervention violente aurait des conséquences dangereuses pour le pouvoir. Alors il faut préparer le terrain. Tout d'abord, faire apparaître le plan Charbonnel comme la bouée de sauvetage : c'est un échec. Deuxièmement, créer les conditions politiques d'une intervention policière. Il s'agit de couper le conflit LIP de sa popularité. On fait donner l'Aurore. Dans son numéro du 1^{er} août, ce quotidien, dont tout le monde connaît l'objectivité, écrivait : « La production est poursuivie, par la mise à sac des stocks existants ». « Le contrôle feint d'ignorer l'existence de 12 millions de factures de fournisseurs impayées », « Les syndicats ont rendu impossible une opération de sauvetage » ; « il faut d'urgence maintenant réparer les dégâts et rendre leur gagne-pain aux victimes de cette déplorable aventure ».

Les victimes, bien sûr, ce sont Ebauches S.A. et les fournisseurs impayés (dont encore Ebauches S.A.). La déplorable aventure, c'est la lutte des travailleurs. Le lendemain, l'Aurore s'en prenait à Charles Piaget, militant CFDT. Le journal l'attaquait personnellement avec une technique qui n'est pas sans rappeler de sinistres temps. Cela se passe de commentaire. C'est du niveau de Brigneau dans Minute.

Ensuite, il faut préparer l'opinion psychologiquement à l'intervention policière. C'est le travail du Parisien et de France-soir. Tout sur l'état de siège, l'encerclement par la police, la préparation à la bataille. Il faut bien créer le climat. Cela fait rire ceux qui

acte politique. Alors, ils s'organisent pour accentuer la popularisation de leur action. Meeting dans toute la France, manifeste CFDT-Comité d'Action et initiative importante de la paie de juillet. Oui, pour la première fois, les ouvriers se sont payés sur le fruit de leur travail. Cela fait grincer les dents du pouvoir, du syndic et du préfet. Ils ont franchi un pas de plus dans le combat qu'ils mènent.

Les solutions sont possibles, nous l'avons écrit, mais à condition de ne pas fausser le problème dès le départ. Le plan Charbonnel n'est pas une solution pas plus que la solution dite « nationale » par IDI interposé (le plan gouvernemental le démontre bien).



La première paie ouvrière

popularisation

La Commission « Popularisation » de LIP a déjà publié deux bulletins LIP-UNITE, le 11 et le 19 juillet, qui font le point sur l'évolution du conflit.

Dans le premier numéro, on trouve le compte rendu de la conférence de presse du 11 juillet où les travailleurs réfutaient les arguments patronaux sur la dilapidation du patrimoine ; dans le second numéro, les travailleurs expli-

quent les décisions du Tribunal de Commerce et du Syndic. Dans les deux, on trouve également des informations sur le fonctionnement des commissions.

Chaque numéro (feuille imprimée recto/verso) peut être obtenue contre un timbre à 0,50 F auprès de : TRAVAILLEURS DE LIP, Commission Popularisation, 25000 BESANÇON-PALENTE.

sont sur place, mais la France entière n'est pas sur place. Les résultats de cette tentative sont analysés et le gouvernement verra si l'évolution des choses permet l'intervention répressive.

l'occasion d'intervenir

En face de ce déferlement, les travailleurs conservent leur calme. A l'assemblée générale, ils ont réorganisé les commissions, fait repartir la production. Pour eux, le combat continue. Mais ils le savent, le problème ne peut trouver sa solution que dans un

Nous avons fait une proposition, la création d'une régie nationale reprenant LIP et remettant l'entreprise sur pied économiquement. Nous savons que c'est possible. Bien entendu, tout cela sous le contrôle des travailleurs sur les licenciements (réponse à la revendication pas de licenciement) et sur les conditions et l'organisation du travail (pas de démantèlement). Ensuite, au bout de 3 ans, remise à une coopérative ouvrière si les travailleurs décident d'en créer une, à une entreprise privée, ou continuation de la régie si aucune des deux premières solutions n'est trouvée. Nous n'entendons pas nous pro-

noncer avant les travailleurs sur ce dernier choix. Dans une proposition de loi, nous nous devons de leur ouvrir toutes les possibilités.

Contrairement à ce que dit Mesmer, cette proposition de loi, fournit à l'Etat l'occasion d'intervenir. S'il ne le fait pas, c'est par choix politique. Les conditions d'indemnisation font que l'Etat au bout du compte ne doit pas être perdant financièrement. Il ne joue qu'un rôle de redressement de gestion de blocage du plan de démantèlement. Le refus de discuter de cette proposition sera la confirmation une fois de plus de la collusion gouvernement-Ebauches.

Le problème en ce moment pour nous, pour les autres organisations, se réclamant de la classe ouvrière, c'est de contribuer à créer les blocages politiques rendant impossible toute solution marcellinesque du conflit. Le PSU prendra toutes les initiatives nécessaires en ce sens. Quant aux travailleurs ils ont en face d'eux des rapaces qui se battent pour préserver leur profit, qui ne savent servir que le Dieu-fric, prêts à lui sacrifier 600 travailleurs et leurs familles.

Les LIP continuent leur lutte avec leurs armes, celles de la dignité ouvrière.

Alain RANNOU ■

front des luttes

● Péchiney :

l'unité populaire

On s'étonnera peut-être que le P.S.U. soit aussi silencieux sur le conflit en cours chez Péchiney. Les militants seraient-ils en vacances ?

L n'en est rien et les grévistes qui connaissent nos militants, ceux de l'entreprise comme ceux de l'extérieur, le savent bien. Si nous ne prenons que peu de positions sur le conflit, alors que nous y sommes fortement engagés, soit directement dans le Comité de Soutien soit dans nos organisations syndicales, c'est à la suite d'un choix politique délibéré.

Le conflit qui oppose depuis six semaines les ouvriers de l'usine de Noguère à la « toute-puissante » direction du trust P.U.K. (Péchiney-Ugine-Kuhlmann) est, par la nature des revendications, comme par la manière dont il est conduit, un exemple de lutte proche des méthodes que nous nous efforçons de proposer aux travailleurs depuis plusieurs années déjà.

● Les revendications portent sur la modification des classifications, c'est-à-dire sur une nouvelle répartition de la « hiérarchie » des postes dans l'entreprise, et sur une augmentation uniforme (3000 AF pour tous).

● Le conflit est conduit par les travailleurs eux-mêmes, réunis en Assemblées Générales. Certes, les organisations syndicales restent les instruments d'animation, de coordination et de négociation, mais ce sont les travailleurs qui décident de tout et toujours. Il est absolument nécessaire que cela dure jusqu'à la victoire. Et nous voulons saluer ici l'unité des travailleurs qui ont su accepter les propositions différentes qui leur ont été faites, choisir celle qui leur semblait la plus juste et rester parfaitement unis ensuite pour poursuivre leur combat.

Cette unité est d'autant plus louable que des provocations comme celles de la Direction, de la création d'un soit-disant syndicat F.O. qui n'est qu'un syndicat de jaunes, des appels répétés par plusieurs à abandonner la lutte, risquaient de provoquer des divisions graves. Ces manœuvres ont été déjouées, nous disons : Bravo !

Ainsi, grâce à la volonté des travailleurs, la grève de Noguère a pris la dimension d'une affaire nationale, comme le conflit de LIP,

et la Direction de Péchiney apparaît bien comme parfaitement réactionnaire.

Cependant, tout n'est pas gagné puisque la lutte continue. Le soutien populaire qui se manifeste de jour en jour doit s'élargir encore et nous nous y employons depuis le début, mais sans déployer notre bannière, car nous pensons que l'important est moins l'apparition du P.S.U. en tant que Parti, que la prise de conscience des travailleurs de Péchiney d'abord, des autres entreprises ensuite, des paysans et des autres couches de

LES REVENDICATIONS

1. Un engagement précis de la direction quant à l'ouverture des négociations sur les classifications et la mise en application des mesures qui seront prises en ce domaine ;
2. La revalorisation de 30 F du T 40 ;
3. Annulation de toutes les sanctions envers quiconque (grévistes ou militants syndicaux), engagement de ne prendre aucune sanction pour fait de grève, le retrait des plaintes et la renonciation à toute poursuite judiciaire ;
4. La garantie de l'emploi dans des conditions normales de classification et de rémunération ;
5. Le maintien de toutes les dispositions annoncées au cours des discussions précédentes. ■

la population du Béarn enfin, car elle permet que des luttes victorieuses empêchent le capitalisme de poursuivre son exploitation coloniale de notre région.

La volonté du P.S.U. n'est pas de « guider » les travailleurs, mais de leur faire constamment des propositions afin que, dans les périodes de luttes en particulier, ils prennent leurs affaires en mains et conduisent ensemble leurs actions. Dans ce cas, nous serons toujours là pour les aider, mais jamais pour décider à leur place. Fédération du Béarn du P.S.U. ■



P. J. Oswald



Un important roman breton :
Youenn C'óic : Les ploucs (Chronique paysanne)

Sur les ploucs en état d'insurrection.

« Hors série » 18,00 F

Padrig Moazon : Celte présence (Bretagne)

Préface de Kristian Keginer. Un nouveau poète breton appelé au même succès que Paol Keineg, Keginer ou Kermarc'heg.

« J'exige la parole » 9,90 F

Jean Kergrist : Massacre à Chambéry

L'affaire Thévenin : une pièce suivie d'un dossier signé par un collectif de 14 personnalités dont le père Boyer, Jean Chesneaux, Jean Dissler, Pierre Halbwachs, Alain Jaubert, Pierre Vidal-Naquet.

« Théâtre en France » 9,00 F

Xavier Pommeret : Lycée Thiers maternelle Jules Ferry

Le texte de la pièce créée le 16 mai par le théâtre des Amanjiers : la réputation par le théâtre des mensonges des manuels scolaires à propos de la Commune.

« Théâtre en France » 12,00 F

Afrique : L'œuvre de Wole Soyinka (Nigeria) :

(Le dramaturge africain le plus considérable d'aujourd'hui :)

La danse de la forêt, préface de Daniel Maximin, traduit par Elisabeth Janvier.

Les gens des marais suivi de Un sang fort et Les tribulations de Frère Jéro.

« Théâtre africain » Ch. Vol. 9,00 F

Fawzi Mellah : Néron ou Les oiseaux de passage

Par un nouvel auteur tunisien une pièce politique suivie d'un pamphlet qui n'épargne personne.

« Théâtre africain » n° 23 9,00 F

Nota : Nous avons publié de nombreuses œuvres poétiques et théâtrales d'auteurs africains et antillais. Notre liste mensuelle les fait ressortir par pays. Demandez-la-nous.

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75 005 Paris/033 90 07

à l'Est, à l'Ouest, pas de miracles

L'armée portugaise poursuit ses massacres au Mozambique, la police torture au Portugal et au Brésil, les tribunaux marocains s'appêtent à condamner les militants de l'U.N.F.P. coupables de se battre pour mettre un terme à l'exploitation de leur peuple : voilà qui pourrait faire quelques grands titres.

DES millions d'hommes menacés de mourir de faim en Afrique alors que le Plan Mansholt prévoyait que 50% des terres cultivables en France devraient être remises en friche vers 1985 : comment dire plus clairement que la faim, le « sous-développement » ne sont pas des problèmes techniques, et que la disette en Afrique n'est pas un fléau de la nature ? Là comme ailleurs, il s'agit de savoir qui décide et pour qui.

C'est précisément la question que

sont des problèmes majeurs sur lesquels « Tribune Socialiste » reviendra en septembre ; d'ores et déjà, Jacques Gallus donne quelques éléments de réflexion par ailleurs.

Au Proche-Orient, entre la guerre impossible et la paix israélienne, il faut beaucoup de courage et sang-froid à la résistance palestinienne pour s'appuyer sur la solidarité arabe sans perdre de vue la lutte pour le socialisme, tout en résistant aux provocations, aux tentations de plans de

a pu les mêler à l'affaire et c'est toujours autant de pris.

Pendant ce temps, il se passe une chose surprenante : après avoir appris que Nixon l'avait bernée au moment des négociations sur le cessez-le-feu au Vietnam, après s'être indignée que le même Nixon ait financé de pâles casseurs pour aller faire un fric-frac dans l'immeuble du Parti démocrate, l'opinion américaine découvre que, pendant deux ans, de 1969 à 1971, un pays officiellement considéré

gement, c'est sacré. Peu importe si ces bombardements ne font que retarder la défaite militaire et si politiquement la partie est perdue : Nixon, cette belle incarnation de la grandeur et de la droiture américaine a dit qu'on massacrerait jusqu'au 15 août. Ainsi sera-t-il fait. Pour rien. Pour le plaisir. Pour l'honneur, comme dit la propagande américaine.

Malgré cela, malgré ce procès du Watergate où chaque jour apporte son lot nouveau d'intéressantes révélations, Nixon reste président des



En grec, république se dit « démocratie »...

pose la crise monétaire internationale, la « guerre du soja », le Nixon Round et les projets de nouvelle Charte Atlantique. De cette évolution dépendent l'aménagement du capitalisme dans les années à venir, les chances de transformation politique en Europe et ailleurs, tout autant que le risque d'une nouvelle disette en Afrique et la possibilité d'y remédier. Ce

paix plus ou moins séduisants pendant que continue le formidable matraquage de l'opinion. Quelle aubaine que cette histoire d'avion détourné de Paris vers Benghazi via Dubaï ! Pendant trois jours on a pu se lamenter sur le sort des otages et tonner contre la barbarie des commandos. Peu importe que les mouvements palestiniens aient condamné l'opération : on



Le Boeing de la JAL : quelle aubaine !

ré comme neutre par le gouvernement américain a été bombardé par l'aviation des Etats-Unis et que certains parlementaires le savaient (les bons, ceux qui sont favorables au gouvernement). Et le plus beau, c'est qu'aujourd'hui, ces bombardements continuent : Nixon a dit qu'il les arrêterait pour le 15 août et chacun sait que quand cet homme-là prend un enga-

Etats-Unis. Il est vrai que s'il parlait, Etats-Unis. Il est vrai que s'il parlait, c'est Agnew qui le remplacerait. Pauvres Américains ! Ici, en France, quand le scandale devient trop grand, il y a Messmer pour remplacer Chaban-Delmas.

Pas davantage de miracle en Amérique latine : des échéances décisives se préparent au Chili, où l'Unité

veillée d'armes au Chili

Retour d'un « voyage militant » au Chili, Bernard Ravenel essaye, à partir de contacts multiples et approfondis, de dégager les principaux traits d'une situation en évolution rapide. Qui peut devenir à court terme une « explication » décisive...

EN moins d'un an, le gouvernement Allende a affronté trois offensives violentes de la bourgeoisie : grève patronale d'un mois en octobre 1972, élections en mars et coup de force militaire du 29 juin dernier. Ces trois attaques ont été brisées, et à chacune d'elles a correspondu un renforcement parallèle de la détermination et de l'organisation des masses populaires.

De nouvelles tâches qui ne pouvaient être prises en charge par les organisations traditionnelles du mouvement populaire (C.U.T. : Centrale Unique

des Travailleurs) ont amené le développement d'organisations populaires visant à prendre en charge directement l'approvisionnement, le transport et la production. Ce sont les J.A.P. pour l'approvisionnement et les « Cordons industriels » pour le reste. Au niveau du quartier ou de la commune ont été mis sur pied des « commandos communaux », assumant en outre des tâches sanitaires, éducatives, etc...

Ce sont là des formes d'organisation très caractéristiques d'une stratégie de contrôle civique et populaire, et au-delà, de l'autogestion considérée

comme la forme supérieure d'organisation de la société par les travailleurs et leurs alliés.

radicalisation

Mais, depuis le 29 juin, un phénomène nouveau et d'une immense importance s'est produit : face aux tanks les travailleurs ont compris qu'ils ne pouvaient pas rester les mains nues pour défendre leurs usines occupées. C'est ainsi que, concrètement, s'est posé le problème de l'armement des travailleurs. L'attitude plus qu'ambigüe de l'armée, ou plus exactement de la majorité des forces qui la composent, sa volonté démontrée de vouloir frapper exclusivement à gauche, a amené les travailleurs à se rendre compte qu'il fallait prendre en charge la lutte contre le fascisme armé, civil et militaire.

Du coup, la bourgeoisie a une trouille bleue et implore littéralement l'armée traditionnelle d'intervenir au plus vite. Car depuis le 29 juin, les prises d'usines et de terres se multiplient...

Même l'armée a peur et c'est elle qui semble avoir imposé le « dialogue » entre l'Unité Populaire - ou plutôt sa fraction réformiste (P.C., parti radical, Allende lui-même) - et le Parti Démocrate-Chrétien. Tout le problème est de savoir si la mobilisation populaire empêchera, de fait, le « dialogue » de devenir conciliation et recul. Le Parti Socialiste qui s'impose de plus en plus comme un parti révolutionnaire de masse s'en inquiète, comme le M.A.P.U. et le M.I.R. L'avenir dira s'ils ont eu raison...

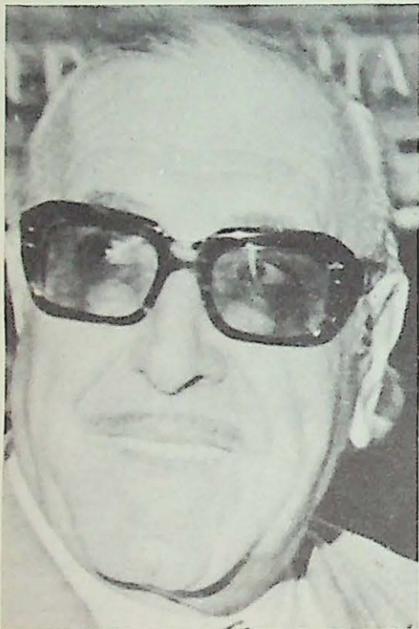
Bernard RAVNEL ■

Populaire est assurée de toute notre solidarité contre une droite réactionnaire de plus en plus putchiste, soutenue par la C.I.A. (Cf. en encadré l'opinion de Bernard Ravenel). Mais en Uruguay, comme naguère au Brésil, quand la bourgeoisie nationale n'est plus capable d'affronter la concurrence internationale, c'est un régime militaire, autoritaire, brutal, qui vient assurer les conditions de développement du capitalisme, au profit des firmes les plus puissantes, qu'elles soient ou non nationales.

L'évolution la plus spectaculaire se fait malgré tout en Argentine où jamais Peron n'a autant ressemblé à de Gaulle. Comme de Gaulle, il va revenir au gouvernement des années après l'avoir quitté, comme lui, il aura perdu toute la démagogie et tout le paternalisme qui avaient pu faire illusion auparavant; Peron sans Evita, c'est de Gaulle sans Capitant, c'est le porte-parole de la bourgeoisie traditionnelle. Il n'est plus considéré par les Américains comme un adversaire.

L'Europe inattendue

Un grand sujet de satisfaction : la Grèce a massivement (près de 80 %) approuvé la nouvelle constitution proposée par ce grand démocrate qu'est Papadopoulos; les électeurs grecs



Peron : le de Gaulle argentin

étaient d'ailleurs bien prévenus : quels que soient les résultats du referendum, cela ne changerait rien, les colonels continueraient de gouverner comme par le passé. Comme le disait de Lipkowski, le régime grec et l'U.D.R. ont toujours été du même côté pour la défense de la liberté et de la démocratie. C'était au moment où les autres pays voulaient exclure la Grèce du Conseil de l'Europe.

Une grande décision — inattendue ! 11 pays d'Europe s'unissent pour créer une agence européenne de l'espace dont le rôle sera de mettre au point les techniques de la mise sur orbite de satellites de télécommunications, dont les Etats-Unis ont actuellement le monopole. Jusqu'ici toutes les tentatives de ce genre ont échoué et, tout récemment, l'Allemagne et la France, en se retirant de l'ELDO, avaient mis fin à la collaboration européenne. Cette nouvelle tentative avortera-t-elle comme les autres ? Deviendra-t-elle simplement un élément du programme spatial américain ? Va-t-elle assister, pour une fois, dans ce secteur où ce sont les gouvernements qui décident et non directement les entreprises privées, à une création proprement européenne ?

C'est à suivre : ce sont les télécommunications par satellites qui vont véhiculer l'idéologie et les moyens de la puissance capitaliste et il vaut mieux savoir à qui on a affaire. Et puis, quand un pouvoir socialiste se mettra en place en Europe, il vaudrait mieux qu'il trouve déjà tout prêts les moyens de son expression.

Bernard JAUMONT ■

il n'y a pas de crise monétaire

« Des mesures révolutionnaires peuvent-elles être efficaces si l'on s'attaque uniquement à la monnaie, en laissant tout le reste en l'état ? » L'auteur de cette question répond clairement par la négative : « Tant que les mesures sont dirigées contre l'argent en tant que tel, on ne s'attaque qu'aux conséquences et on laisse subsister les causes ». Cette opinion est-elle un commentaire récent sur la crise monétaire internationale ? On pourrait le croire. Elle est cependant extraite d'un texte écrit en 1857, « Les fondements de la critique de l'économie politique » de Karl Marx.

Voici donc la preuve que la question monétaire ne date pas d'aujourd'hui et voici surtout la preuve que l'illusion monétaire a été découverte il y a plus d'un siècle.

Attachons-nous à illustrer ce phénomène d'illusion monétaire avant de chercher à mesurer le danger réel encouru par les économies capitalistes actuelles.

L'illusion monétaire se produit lorsque l'on accorde au fonctionnement des circuits monétaires une autonomie — une inertie diraient les physiciens — trop grande par rapport à celui des circuits économiques, matériels. C'est tomber dans l'excès inverse de celui des économistes du XIX^e siècle qui pensaient que la masse monétaire était un simple reflet de la valeur des marchandises et ne pouvait jouer aucun rôle en tant que telle. Avec la grande crise économique de 1929 et l'œuvre de l'Anglais Keynes, on s'est aperçu, en pratique et en théorie que c'était une erreur de ne pas savoir analyser les mouvements du crédit et de la monnaie distinctement de l'évolution de la production des biens et services.

Mais aujourd'hui, l'école dite monétariste, puisqu'elle centre ses analyses sur l'influence de la monnaie dans

l'équilibre économique, va trop loin et, même d'un point de vue capitaliste, apporte une explication superficielle de la situation économique et monétaire actuelle.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se passe aujourd'hui dans les rapports entre les grandes nations industrielles. Nos techniciens de la monnaie affirment l'existence d'une crise monétaire internationale par suite d'un dérèglement du système des paiements ayant abouti à un énorme excédent de dollars dans le monde. Or le problème n'est pas là et il y a fort à parier que si cette soi-disante crise monétaire n'était pas en vérité le paravent d'une crise économique, les solutions techniques permettant de la résoudre seraient rapidement mises au point. En tirant jusqu'au bout la logique de ce raisonnement, on peut même dire que la crise monétaire internationale n'existe pas.

contradiction

En revanche, et le problème devient alors d'une redoutable complexité, on peut assurer que les nations et les firmes capitalistes sont entrées dans une phase concurrentielle telle que tous les moyens, y compris l'artillerie

monétaire, sont utilisés par chacun, pour conquérir les marchés de l'autre. Cessons donc de plaisanter : le système capitaliste n'est pas menacé par les dollars, fussent-ils plusieurs milliards, détenus par les émirats pétroliers du Golfe Persique, spécialistes de la spéculation sur les marchés des changes européens. Le système capitaliste est menacé par sa mécanique économique interne qui comprend à la fois le renforcement de la concurrence et celui des monopoles, mécanique à laquelle un certain Marx a donné un nom au siècle dernier : la baisse tendancielle du taux de profit. Cette mécanique a deux conséquences qui ne sont contradictoires qu'en apparence. La première est le développement de firmes multinationales dont l'assise économique, comme leur nom l'indique, dépasse le cadre d'un seul pays, ce qui leur permet de choisir à leur gré, les lieux de meilleure rentabilité, au mépris éventuel des intérêts nationaux. La seconde conséquence est le retour à une certaine politique de protection douanière visant à mettre « hors circuit » des secteurs économiques particulièrement visés par la concurrence étrangère. D'une part donc, la logique économique pousse à l'internationalisation du capital et de l'autre, certaines de ses conséquences font peur aux autorités politiques nationales.

ce qui est sûr

La crispation monétaire actuelle est-elle dans ces conditions le signe précurseur d'une crise économique de première importance, capable de remettre en cause le rythme actuel de la croissance économique en Occident ? La science économique est malheureusement trop malade pour pouvoir donner une réponse certaine à cette question ni surtout une réponse datée. Ce qui est sûr, c'est que la période où l'économie américaine détenait le monopole de la puissance et qui a permis au citoyen américain d'avoir un niveau de vie deux fois plus élevé que celui de l'européen est révolue. Mais il est bien difficile d'assurer quel avenir prépare la coexistence économique, au sein du monde capitaliste, de plusieurs pôles de puissances équivalentes dont certains sont des nations ou groupes de nations et d'autres sont des entreprises multinationales.

Jacques GALLUS ■

• CUBA :

20 ans après ...

VINGT ans après Moncada, la Révolution cubaine a totalement éliminé ce qui caractérisait tristement le régime de Batista : une malnutrition et un analphabétisme effrayants, un taux de chômage particulièrement élevé (un demi-million de chômeurs sur 6,5 millions d'habitants), un développement de la prostitution au-delà de l'imaginable, etc. Et s'il n'a jamais été question, ni pour les Cubains ni pour nous, d'affirmer que la vie à Cuba est aujourd'hui idyllique, la presse bourgeoise elle-même a été obligée de reconnaître que tous ces phénomènes, qui caractérisent encore la plupart des pays d'Amérique Latine, ont totalement disparu maintenant d'Occident, qui ont souvent tendance à juger d'une façon quasi-sentimentale les résultats d'une Révolution proportionnellement aux es-



Fidel Castro : une terre libérée

poirs qu'ils y ont investi à ses débuts. Cela a eu des conséquences d'autant plus graves que certains d'entre nous ont parfois oublié leur devoir fondamental à l'égard d'une Révolution se développant aux portes du monde nord-américain : la solidarité active et militante, sans que cela remette le moins du monde en cause le nécessaire et légitime droit au désaccord ou à la critique reconnu d'ailleurs par les camarades cubains, pour eux-mêmes comme les autres. Il suffit de voir à cet égard la manière dont les problèmes et les difficultés sont affrontés à Cuba avec la plus grande franchise, un sens de la démocratie et une utilisation de la critique et de l'autocritique aux divers niveaux.

L'attaque de la Moncada, beaucoup moins « irresponsable » que certains l'ont prétendu par la suite, est considérée comme le début du processus qui aboutira, après son échec, à l'assassinat ou à l'emprisonnement et au procès des assaillants, au débarquement du « Granma » et à l'épopée de la guérilla, à la fuite de Batista le 1^{er} janvier 1959, et à l'entrée dans la Havane des colonnes du « Che » Guevara et de Camillo Cienfuegos. Vingt-huit mois plus tard, au terme d'une phase de luttes où la classe particulièrement aigüe et d'agressions économiques et militaires de l'impérialisme US, la déroute de l'in-

vasion mercenaire à la Baie des Cochons accélérera la proclamation du caractère socialiste de la Révolution Cubaine (avril 1961).

C'est le 20^e anniversaire du début de ce processus révolutionnaire que le peuple cubain a célébré le 26 juillet dernier — ce peuple qui a résisté depuis 14 ans à toutes les agressions militaires et à un blocus économique et politique dont il est parfois difficile d'imaginer la portée considérable. La Révolution cubaine a pris appui sur une classe ouvrière, peu importante et isolée en 1953, mais qui joue depuis la prise du pouvoir un rôle qui va croissant et en s'approfondissant. Elle a aussi développé chez ce peuple un profond sentiment d'internationalisme prolétarien, qui s'est manifesté d'une manière totale et parfois émouvante envers les peuples d'Indochine ; le blocus impérialiste a également fait comprendre aux Cubains ce que le « Che » avait proclamé : « L'internationalisme n'est pas seulement un devoir, mais aussi une nécessité », et cette solidarité continue à se manifester vis-à-vis des révolutionnaires d'Amérique Latine, au moment même où de nombreux gouvernements — pas tous progressistes — ont été amenés à renouer leurs relations (malgré l'opposition des Etats-Unis) avec le « premier territoire libre d'Amérique ».

Si la « fête cubaine » séduit moins aujourd'hui en Occident, les militants socialistes sauront, par-delà l'évolution des « modes » journalistiques, que c'est vers ce territoire libre que les peuples d'Amérique Latine continuent de regarder avec espoir et confiance. Et c'est envers cette Révolution que nous devons réaffirmer notre solidarité, en cet anniversaire historique pour le peuple cubain.

Jean MENDELSON ■

un film sur le cinéma

● LA NUIT AMERICAINE, film français de François Truffaut

VOUS connaissez ces boîtes de fromage sur lesquelles on voit une vache rigolarde qui porte en boucles d'oreille une boîte de fromage sur laquelle on voit une vache rigolarde qui... Et l'on essaie de suivre par la pensée ce long chemin de miroirs jusqu'à la plus petite vache possible ; mais elle porte toujours en boucles d'oreille une boîte sur laquelle il y a une vache encore plus petite... C'est un peu cela, « la Nuit américaine ».

C'est un film sur le cinéma dans lequel on voit des acteurs qui tournent un film : il y a donc le rôle tenu par les acteurs dans le film dont parle

« la Nuit américaine » et les acteurs dans leur vie quotidienne au cours du tournage d'un film. Mais ce que l'on a tendance à oublier parce que l'illusion est savante, c'est que ces images de vie quotidienne sont aussi un rôle tenu par des acteurs dans un film de François Truffaut ; et que les acteurs ne s'y abandonnent pas mais composent leur rôle comme ceux que l'on voit pour le film dont parle « la Nuit américaine »... Un jeu d'acteurs au troisième degré, un double prisme : comme sur les boîtes de fromage.

Le procédé, qui est devenu au XVIII^e siècle un artifice romanesque classique, est nouveau au cinéma. Les créateurs, qu'il s'agisse du romancier ou du metteur en scène, se sont toujours préoccupés à un moment ou à un autre de leur

carrière créatrice, ou bien à telle époque où leur art se trouvait mis en question, de mettre en cause la part d'illusion que contient toute création artistique.

prismes

Cette mise en cause est comme le fruit de la découverte, difficilement supportable à certaines époques qui, plus que d'autres, se piquent de réalisme, que l'art est toujours un mélange, dans des proportions variables selon les périodes historiques, de réel et de fiction. D'où cette volonté de plonger à l'intérieur même de l'art, ce jeu de prismes dont on voudrait qu'il puisse isoler le petit noyau de réel que l'on espère confusément y trouver...

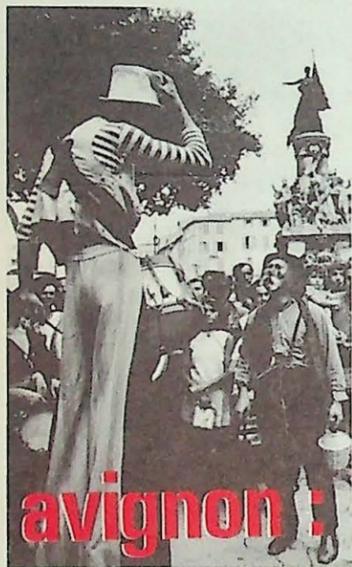


Il reste que toute création jette sur le réel un regard qui est comme les filtres que les cinéastes mettent sur leurs projecteurs, et qui permettent, entre autres, ce procédé de truquage appelé la « nuit américaine » qui permet de filmer des scènes nocturnes en plein jour. On ne sait plus où est le jour, où est la nuit ; comme on ne sait plus où est le réel, où est la part d'illusion. Pas plus qu'on ne sait à quel moment les acteurs sont le plus eux-mêmes, quand ils interprètent un rôle dans le film, ou quand ils jouent à « être eux-

mêmes » — ce qui est aussi un rôle...

Ce que montre Truffaut — comme Diderot l'avait fait pour le roman dans Jacques le Fataliste — c'est que si ce jeu de miroirs peut introduire une distance entre le spectateur et le spectacle qui permet de comprendre ces liens multiples qui sont l'essence de la trame artistique, il ne peut arriver à isoler une fraction de réel et une fraction d'illusion que le regard de l'artiste a indissolublement liées dans cet acte même appelé création.

Thierry MORUS.



pour le meilleur et le pire

OFF... In... Officiel... théâtre sauvage... c'est la course aux spectacles dans Avignon ! Vieux hôtels, salles paroissiales, chapelles, locaux syndicaux, tout est occupé par le théâtre. Place de l'Horloge, les vendeurs de la presse révolutionnaire es-

saient d'intéresser les badaux, Mouna et son attirail font recette, les hippies patentés vendent des objets insolites dans un petit marché bien rangé. Les nombreux panneaux d'information annonçant plus de cinquante spectacles essaient de lutter contre le mistral tel Don Quichotte contre des moulins à vent.

Deux « Quichotte » à l'affiche. Dans le cadre officiel, celui de Serge Ganzl monté par Gabriel Garran et le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Malgré Rufus et Santini, malgré une mise en scène soignée et quelques gags, l'action s'étire. La Cour d'Honneur du Palais des Papes est décidément ingrate, même la langue crue d'Audiberti (Cavalier Seul) et la bonne santé de Marcel Maréchal et des comédiens du Théâtre du 8^e de Lyon, ont du mal à franchir cet immense plateau.

Avec moins de moyens, le « Don Esquichotte » occitan avait beaucoup de verve populaire. C'était dans le cadre des Rencontres Occitanes au Théâtre des Carmes, orchestrées par André Bénédetto, qui a joué ses deux dernières pièces, « La madone des ordures » et « Gaston D. ». Il a su ainsi attirer un public local dans le sillage du festival qui jusqu'alors leur paraissait être fait pour les intellectuels parisiens. Là ils se reconnaissent vraiment dans les sujets de ces pièces qui sortaient de la

terre provençale. On parlait occitan dans le public et grâce à toutes les actions menées pour la reconnaissance de l'Occitanie on ose relever la tête, on ne chuchote plus en cachette, on imprime même, pour les fêtes locales, des affiches en langue occitane. Dans le numéro du 5 septembre Michel Camouis fera le point de ces Rencontres.

chêne noir

Dans l'abondance des spectacles qu'il faut choisir au hasard, pour le meilleur et pour le pire, il faut retenir quelques titres : « Sarcelles-sur-Mer », de Jean-Pierre Bisson (comment être heureux dans un univers de béton) ; « Ulysse », spectacle du Théâtre Expérimental du Languedoc (jusqu'où peut aller l'acteur, intéressante tentative mais trop limitée) ; « Le creux de la vague », de Marc'O (après mai 68) ; « Molière », par la Salamandre du Havre (très populaire) ; « L'Autre Venise », spectacle d'Alain Rais, « admis » dans le festival officiel.

Mais c'est au Chêne Noir que l'on trouve le plus d'intérêt. D'abord avec « Miss Madona », dont nous exposons les grandes lignes dans le dernier T.S. C'est toute l'inquiétude d'une jeunesse à la recherche de la qualité de la vie, du bonheur, l'accusation d'un système politique pourri et piégé, quelle solution de rechange ? Gélas est un poète de la langue et de l'image. Dans cette

merveilleuse chapelle Sainte-Catherine, la mise en scène verticale est superbe, étagée sur trois niveaux, la musique, les voix (Nicole Aubiat en particulier), les éclairages de féerie, tout est beau, fort, magique. Incontestablement, c'est la grande réussite d'Avignon, à tel point que les chroniqueurs l'englobent dans le « tout festival ».

Au Chêne Noir, il n'y a pas que « Madona ». L'équipe se veut être à l'écoute de l'actualité pour prolonger efficacement le théâtre et l'insérer dans la vie quotidienne : soirées pour le jeune portugais Filipe Amorim, les gitans, les immigrés, les prisonniers du Sud Vietnam — meetings pour la marche du Larzac, pour les ouvriers de Lip (cinq d'entre eux ont visité le Vaucluse, invités par nos camarades de la CFDT et du PSU) — salle comble à chaque fois. Tout ceci n'est pas fait pour plaire aux officiels. Gélas dérange car ces diverses manifestations attirent de plus en plus les prolétaires habitant les HLM d'Avignon.

Le bilan d'Avignon ? Favorable pour les officiels puisque la Cour d'Honneur faisait le plein, profit pour les uns, déception triste pour un grand nombre de spectateurs qui allaient chercher dans l'« off » ce qu'ils ne trouvaient pas dans l'« in ». Pour 74 c'est réglé si Druon débloque... des subventions. 75 se prépare déjà. La culture sage, officielle et bourgeoise régne-

ra-t-elle sur le tout Avignon ? Il faudra reprendre la question en cours d'année.

Face à Avignon, à Villeneuve, c'est le petit monde des marionnettes avec le Carrefour d'Animation qu'animent Dominique Houdart et Marcel Violette. Le Théâtre Toone de Bruxelles maniait avec irrespect les classiques, Hubert Jappelle sur les coups de 23 heures faisait sortir de la nuit ses étranges personnages kafkaïens, féroces, mordants, inquiétants. Dominique Houdart et ses comédiens donnaient vie aux fantastiques personnages de métal imaginés par Marcel Violette pour « Mr Wu ». Le spectacle ainsi prend une autre dimension. Autre forme d'animation : les marionnettes de parade en carton, mousse, polystyrène, bouteilles plastiques... un atelier a fonctionné durant une semaine pour la préparation avec les Villeneuveois, d'un spectacle pour la fête votive. Les spectateurs ont été sensibilisés par certains thèmes quotidiens noyés dans le ronron de l'information. Et la très belle Chartreuse du Val de Bénédiction de Villeneuve qui abritait des centaines de marionnettes du monde entier (avec un très poétique spectacle de Claude et Colette Monestier « Théâtre sur le Fil ») n'a jamais tant reçu de visiteurs.

Et vive les marionnettes qui se moquent des convenances, car elles n'ont pas peur de l'insolence !

Françoise CLAIRE. ■

festival

notes de lecture

● l'échec d'une société

Un matin de février dernier, dans la grisaille et le froid de la cour de la Santé, Buffet et Bontems étaient guillotins. Le Président de la République avait refusé de signer la grâce de Bontems ; Buffet, lui, l'avait par avance rejetée. De ce petit livre où il retrace la défense de Bontems qu'il a assumée, M^{re} Robert Badinter fait un plaidoyer contre la peine de mort. Ou plutôt un réquisitoire. Car Bontems n'avait pas tué : M^{re} Badinter montre comment il était parvenu à faire cette démonstration admise par le jury de la Cour d'Assises de Troyes. Qui avait néanmoins condamné Bontems à mort : parce que la pression des sondages, des syndicats pénitentiaires, de l'opinion à la veille d'une consultation électorale avait été la plus forte. Si, quand il évoque son métier d'avocat, M^{re} Badinter demeure fortement attaché

à la tradition libérale sans remettre en cause l'organisation de la justice, il faut lire ces pages pour se convaincre de ce que la peine de mort n'est que l'aveu barbare et sanglant de l'échec d'une société. Et que l'assassinat légal ne peut être rangé parmi les beaux-arts... Robert BADINTER, L'exécution. Grasset éditeur, 18,00 F.

● la célébrité des pauvres

Il a fallu que Thierry — 14 ans — se suicide pour que l'on se penche sur le cas de Mme Huriez, mère de huit enfants, condamnée à quatre mois de prison pour une traite impayée n'excédant pas 200 F... D'un cas judiciaire, on a fait un drame d'opinion : ce que Jean Ferniot appelle « la célébrité des pauvres ». Parce que ce drame n'était que le témoignage des mécanismes de la société de consommation, la société où seuls comptent l'argent

et le profit, le romancier André Pierrard a repris l'enquête. Il raconte, sans emphase, simplement, l'histoire de Thierry. Comme un roman qui serait vrai. Comme le dit Henri Leclerc, avocat d'Yvonne Huriez, dans sa préface : « La justice est dure aux pauvres qui ne savent, ni ne peuvent se défendre contre l'effroyable machine qui les écrase. » Le geste de Thierry est là, contre cette justice.

André PIERRARD, Mourir à 14 ans. Editions des Presses de la Cité. Préface de M^{re} Henri Leclerc, 189 pages, 19,25 F.

● polémique

Notre demi-siècle n'a plus ni grand polémiste, ni grand pamphlétaire parce qu'il ne croit plus à ce qu'il dit. A la fin du siècle dernier, au début de celui-ci, quand l'éloquence, écrite ou parlée, était encore faite pour convaincre, pour persuader, servait encore à com-

munique des idées pour les faire partager, les Zola, les Jaurès, les Daudet, les Léon Bloy étaient à leur aise. Je ne sais qu'un seul vrai polémiste dans toute la presse française ; la logique des choses veut qu'il écrive dans un journal hier encore marginal, qu'il soit le porte-parole de ceux qui refusent de s'insérer dans le jeu institutionnalisé où ne s'affrontent que des gestionnaires d'intérêts qui ont cessé de se combattre voici longtemps. Ce n'est pas chose facile — essayez — d'insulter et de démontrer, de prouver et de trainer dans la boue, d'indigner et de faire rire, dans un même article, d'un même trait de plume. Malheureusement le premier recueil de Delfeil de Ton que viennent de publier les Editions du Square ne contient pas les meilleurs des brûlots du « lundiste » de Charlie-Hebdo. Garçon, remettez m'en un autre !

Delfeil DE TON, On peut cogner, chef ? Editions du Square, 143 p., 8 F.

● voisine

Il y a deux ans, le livre de la Chine, de Maria-Antoinetta Macciocchi, alors député de Naples, apportait le premier témoignage militant sur la Chine de la révolution culturelle. Aujourd'hui, son mari, Alberto Jacoviello, responsable du service étranger de l'Unità (organe du P.C. italien), publie un livre où il parle de la Chine d'après l'éviction de Lin Biao. En deux parties — Comprendre la Chine, Interroger la Chine —, il transcrit les questions qui lui furent posées et les réponses qu'il a apportées au cours de la série de débats et de réunions entreprise à son retour de Chine. En un langage simple, en quelques pages, il répond à des questions qui sont, à plus d'un titre, aussi les nôtres.

Alberto JACOVIELLO, L'Hypothèse Chinoise. Editions du Seuil, Collection « combats », 218 pages, 22 F.

T.S. : Docteur, vous venez de participer à une conférence internationale sur la pollution de la Méditerranée...

Dr BOMBARD : La Méditerranée est un point plus critique, car la Méditerranée est une mer fermée et, par conséquent, toutes les manifestations de pollution ont un caractère de gravité bien plus important, car elle est à la fois mer fermée et limitée du point de vue taille. On peut dire que les premiers grands espaces liquides à avoir été pollués - à en mourir - ce sont les grands lacs américains, qui représentent un quart de la Méditerranée. Ils sont morts et c'est définitif... On ne peut pas récupérer le lac Erié qui est pollué par le mercure.

Alors en Méditerranée... On est encore en train de discuter, de pinailler, de discuter du sexe des anges... J'ai entendu hier - je ne veux pas citer de nom sans ça - je ne veux pas citer de nom sans ça qui va me faire assassiner - un scientifique qui a dit : « Il faut former des écologistes. » Mais, dans 25 ans, lorsqu'on les aura formés, il ne restera plus rien... C'est maintenant qu'il faut passer à l'action, car on sait que la mer est en train de mourir et que, d'ici 10 ans, si on a rien fait ce sera mort. Il ne faut pas qu'on dise dans 10 ans : « C'est trop tard pour la Méditerranée, maintenant c'est l'Océan Atlantique ».

Thor Heyerdal, qui a traversé l'Atlantique avec son bateau de papyrus « Le Râ » 18 ans après moi avec mon bateau pneumatique - alors que l'océan était absolument vierge - a traversé, lui, 5 grandes plaques d'hydrocarbure et a mis plusieurs jours à les traverser ! Le processus est entamé aussi dans les grands océans...

Alors, quand la Méditerranée sera une mer morte, on dira, comme pour les lacs américains : « Il ne faut pas que les océans deviennent comme la Méditerranée... » On ne fera que repousser le problème.

l'avenir, ils s'en foutent...

Vous savez, les gens me font rire, il n'est pas du tout inscrit que de toute éternité l'espèce humaine doit survivre. Elle peut parfaitement crever et disparaître. Les baleines sont bien en train de crever... à cause de nous ! Alors, je crois qu'actuellement, c'est un combat essentiel, un combat pour l'homme. Et, ce que disait votre camarade hier est absolument vrai... un combat pour l'homme uniquement, parce que des gens qui veulent gagner de l'argent voient, à court terme, leur bénéfice, en se foutant totalement de la suite. Il n'y a qu'à voir les déclarations des gens qui parlent de l'expansion, ils ne pensent qu'à une chose : c'est la galette immédiate. L'avenir, ils s'en foutent complètement.

Et, il y a une chose dont on n'a pas parlé et qui pourtant montre que nous sommes des malfaiteurs - je dis bien, des malfaiteurs - et nous sommes tous solidaires de notre génération, comme nous sommes tous des criminels de fait, parce qu'il y a 3 hommes sur 4 qui crevent de faim, et si on continue à faire « leur fameuse expansion » il y aura 5 hommes sur 6 qui mourront de faim. Nous sommes solidaires de cette chose épouvantable - et qu'on

Méditerranée, mer morte...

prétend ne pas avoir faite - c'est le dépôt dans la Meuse de containers contenant des déchets radioactifs. Et bien, ces déchets radioactifs ont une période de vie supérieure aux containers qui les contiennent, c'est-à-dire que dans 20 ans, dans 40 ans, dans 50 ans peut-être, un beau jour nos enfants ou nos petits-enfants, qui se seront peut-être « conduits correctement » écologiquement parlant, vont trouver des poissons contenant du césium radioactif et diront : « Mais d'où vient cela ? Ce n'est pourtant pas nous qui l'y avons mis ? » Et bien c'est nous. Ce genre de délit, c'est un crime...

Qui sont les pollueurs ? Ce sont les grandes sociétés, les grandes municipalités à problème de fric, qui ne font pas de station d'épuration avant de rejeter leurs déchets à l'eau, uniquement pour pouvoir avoir plus d'argent pour construire des usines, qui sont des usines que l'on construit sans dispositif anti-pollution, alors que l'on sait parfaitement que construire des usines anti-pollution, c'est une question de fric. Et bien, l'humanité risque de mourir pour une question de fric et ceci dit, si elle ne se révolte pas - et cette révolte c'est la révolution. Mais, si elle ne se révolte pas, elle mourra du fric... et elle ne l'aura pas volé !

T.S. : Que pensez-vous, par exemple, d'une municipalité comme celle de Cannes qui a tiré un émissaire de 1,200 km en mer pour ses égouts ?

Dr BOMBARD : Demandez donc à Monsieur Daveze qui est ici, le « contre-livre blanc » qu'il a proposé à Monsieur Poujade et où il dit : « C'est la preuve de la non-créativité de l'homme que d'augmenter la taille des cheminées, pour jeter plus loin les fumées, que d'augmenter la taille des émissaires, pour jeter plus loin les déchets, alors que ce n'est que reculer le problème. » C'est l'énormité de la notion d'eaux territoriales qui ne veut rien dire en biologie. En réalité, vous avez beau jeter ça à 100 milles... Les hommes doivent bien se mettre dans la tête qu'ils sont encore séparés par des systèmes politiques, des frontières, des religions, par des couleurs de peau, mais qu'ils sont solidaires par l'air et par l'eau. Toute pollution qui est faite dans l'air, toute pollution qui est faite dans l'eau se retrouve à un autre point de la planète, quelquefois à des distances très grandes, mais ça se retrouve, c'est-à-dire que personne n'est innocent de ce qu'il fait, car ça se retourne un jour contre d'autres hommes.

On m'a dit hier - et c'est vrai - il faudra pour que les hommes soient sensibilisés, il faudra qu'il y ait mort d'hommes... Mais il y a eu mort d'hommes ! et Minamata ? On me dit : c'est des Japonais... Alors

merde ! Si des gens sont capables de vous faire une réponse comme cela, c'est qu'on est prêt à sauter...

T.S. : Vous pensez donc qu'il y a un problème de mobilisation populaire ?

Dr BOMBARD : Politique, politique. Ceux qui disent que ce n'est pas un problème politique sont des gens qui réduisent la politique à une histoire électorale, pré-électorale... C'est essentiellement politique, puisque c'est une prise de décision sur ce que l'on va faire dans les années qui viennent, ce n'est rien d'autre que politique... C'est un mensonge que de le cacher ou bien alors, c'est ne pas vouloir résoudre le problème.

ENTRETIEN AVEC ALAIN BOMBARD

Alors, je crois qu'il y a une chose très importante, j'ai vu hier qu'il y avait des gens de toutes tendances qui avaient parlé. J'ai vu qu'il y avait un communiste, un C.F.D.T., j'ai vu qu'il y avait vous du P.S.U. et j'ai vu la mauvaise humeur de groupes politiques opposés, aux divers orateurs qui parlaient, qui avaient l'air de protester. Mais au contraire, c'est là qu'il faut en venir, au moins, on aura trouvé un objectif de lutte commun et cet objectif de lutte commun, c'est la survie de l'espèce, je trouve que le jeu en vaut la chandelle. Et, trouver un objectif de lutte commun, qu'est-ce que c'est, sinon un programme commun ? J'ai vu un type sortir en disant : « Ça va trop loin. » Il faut que ça aille loin !

T.S. : Il est évident que certains veulent accaparer cette lutte pour la freiner.

Dr BOMBARD : S'ils s'en accaparaient ils la freineraient. Vous ne pouvez avoir une généralisation que dans la toute diversité des opinions politiques pour arriver à une décision commune, il n'y a que comme cela que l'on peut y arriver, sinon il y a un groupe qui va récupérer, cela s'est passé hier... Moi, j'ai foutu le camp

des commissions où il n'y avait que des gens qui voulaient récupérer le mouvement à leur profit. Dans ce cas, vous allez avoir des gens qui abandonneront car ils diront : « Moi, j'ai travaillé pour un tel, ou pour un tel autre... » C'est pas pour un tel ou pour un autre, c'est pour la collectivité humaine qu'on travaille. Alors, il y a ce grand problème et c'est ce dont nous risquons de mourir : de cette civilisation technique, car c'est ça... Quand des gens vous disent : « C'est une civilisation multi-millénaire », ce n'est pas vrai, elle a deux cents ans au maximum.

Avant, c'était une civilisation rurale, discutable, qui faisait des erreurs d'écologie, mais enfin si vous voulez, il y avait ce fait extrêmement important que l'on donnait à la terre pour lui prendre quelque

pas du tout le sentiment de faire partie de la même espèce et de cela, on crève... On est des racistes à fond et le racisme tue les hommes. Je vous dis, si on reste des racistes, si on reste dans le capitalisme qui veut gagner du fric, on en crèvera. Alors maintenant que l'on essaie de se bagarrer pour s'en sortir, on trouve des gens qui vous renvoient dedans au nom de ce que l'on essaie de faire.

T.S. : On en crèvera, mais ce n'est pas une volonté populaire, c'est quand même le fait de ceux qui profitent de la situation ?

Dr BOMBARD : Bien sûr ce n'est pas une volonté populaire, mais si c'était un refus populaire majoritaire... Je ne parle pas de la simple majorité des forces de gauche aux dernières élections et que vous connaissez - car en réalité, c'est une majorité de gens qui ont voté pour la gauche aux dernières élections - si donc il y avait une forte majorité populaire pour s'opposer à ça, eh bien nous ne serions pas devant le péril de mort. Je crois qu'en réalité, et peut être faute d'information, il y a une majorité qui laisse faire...

T.S. : Quand les Corses ont été informés, ils sont passés à l'action quand la population est informée correctement, elle agit en masse.

Dr BOMBARD : Votre exemple est excellent mais montre qu'une population agit lorsqu'elle est concernée. Elle ne se sent pas concernée forcément par des choses qui se passent loin d'elle. Or, elle est concernée... car c'est à des milliers de kilomètres de là que se prend une décision épouvantable dont elle n'a jamais entendu parler.

Nous avons ici, un scientifique - je ne vais pas le nommer - qui est venu parler sur la mer. Pourquoi ? Parce que l'endroit où il est risqué dans 3 ou 4 ans d'être pollué complètement : Fos. Or, cet homme, il y a dix ans, j'en avais trouvé dans la commission qui défendait, pour Pêcheiney, l'installation de pipe-line pour les boues rouges à Cassis, et quand je lui ai dit : « Mais Monsieur, nous parlons nous en tant que scientifiques qui avons des études, des études qui sont peut être divergentes, mais il y a les pêcheurs... Les pêcheurs, eux, savent ». Il m'a répondu : « Pensez-vous, les pêcheurs n'y connaissent rien ! ». Alors, hier soir, je l'ai vu, et je lui ai dit : « Tiens, vous êtes là vous ? ». Il m'a répondu : « Ah ! il faut lutter contre la pollution ». Alors qu'il y a 10 ans, il était dans l'autre camp... Et s'il est, maintenant dans notre camp, c'est qu'il est directement menacé. Le grand drame, c'est que les gens bougent que lorsqu'ils sont immédiatement menacés. Et là, ils risquent de bouger trop tard.



T.S. : Ne faut-il pas mettre en cause le manque d'information, les liens publicitaires qui contraignent la presse au silence ?

Dr BOMBARD : Surtout, tous les gens qui gagnent de l'argent ont intérêt à ce que l'humanité soit divisée... Pourquoi les gens qui veulent informer le peuple sont-ils des internationalistes ? C'est parce qu'ils savent très bien que c'est à travers une information générale de l'humanité, c'est à dire sans tenir compte des frontières, que l'on arrivera à quelque chose...

La Guadeloupe est colonisée, on est en train d'y faire un gigantesque complexe pour les Américains qui veulent y faire une raffinerie, parce qu'ils ne veulent plus polluer le continent américain... Les Japonais sont en train de prévoir la même chose pour le Viet-Nam, ils ont leurs industries polluantes dont ils veulent se débarrasser au Viet-Nam. Cette division en nations aide les grosses entreprises capitalistes et puis, d'ions-le, à l'intérieur d'entité politique, cette espèce d'opposition de clocher qui consiste à dire : moi, je suis concerné, d'accord, mais les autres pas. Il faudrait, une bonne fois pour toutes, que tout le monde bouge pour tout le monde.

T.S. : Etes-vous optimiste ?

Dr BOMBARD : Je ne suis pas optimiste, pas optimiste du tout.

T.S. : Depuis 3 ou 4 ans, chaque année, nous avons fait des mobilisations sur les plages, à Cannes, à Antibes, sur ces thèmes : la privatisation du bord de mer et puis la pollution. Chaque fois, on est tombé sur les matraques des C.R.S... Mais on s'est aperçu que cela avait un énorme écho parmi les gens. Ils se sont exprimés. Lorsqu'on donne la parole à l'homme, on s'aperçoit qu'il en sait beaucoup plus et qu'il se sent véritablement concerné.

Dr BOMBARD : Mais, êtes-vous sûr qu'il aurait répondu de la même façon, s'il n'avait pas été profondément blessé dans son légitime désir de profiter du bien commun qui est la mer parce qu'on l'empêche d'y accéder, avec des panneaux d'interdiction, des trucs comme cela... Etes-vous sûr que le même homme que vous prendriez à Paris, avant ses vacances, aurait la même sensibilisation ? Moi, je n'en suis pas aussi sûr que vous...

Propos recueillis par Jacques-Pierre BERNARD ■